



**Conférence internationale de suivi
sur le financement du développement,
chargée d'examiner la mise en œuvre
du Consensus de Monterrey**

Doha (Qatar)
29 novembre-2 décembre 2008

Distr. limitée
26 novembre 2008
Français
Original : anglais

Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Débat général sur le financement du développement :
examen du projet de document final de la Conférence**

Projet de document final de la Conférence

Note du Président de l'Assemblée générale

Par la résolution 62/187 du 19 décembre 2007, le Président de l'Assemblée générale a été prié de tenir des consultations officielles sur le contenu du document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey. Le texte de ce document, établi sur la base de ces consultations informelles menées conjointement par Maged Abdelaziz (Égypte) et Johan Løvald, est ici communiqué à la Conférence pour examen.

Projet de document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, présenté par le Président de l'Assemblée générale conformément à la résolution 62/187 de celle-ci : Document final de Doha sur l'examen de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey**

Introduction

Réaffirmation des buts et des engagements consacrés dans le Consensus de Monterrey

1. Nous, Chefs d'État et de gouvernement, / **Nous, Chefs d'État et de gouvernement, ministres, représentants spéciaux et autres représentants et chefs de délégation**, réunis à Doha (Qatar) du 29 novembre au 2 décembre 2008, près de sept années après l'historique Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique), réaffirmons notre volonté

* A/CONF.212/1.

** Les passages sur lesquels il n'y a pas consensus sont en lettres grasses.



d'agir concrètement pour mettre en œuvre le Consensus de Monterrey¹ et relever les défis du financement du développement dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires. Nous nous engageons une nouvelle fois à faire disparaître la pauvreté, à relancer une croissance économique soutenue et à promouvoir le développement durable à mesure que nous avançons dans l'instauration d'un système économique mondial vraiment sans exclusive et équitable.

2. Nous réaffirmons le Consensus de Monterrey² dans sa totalité, dans le respect de son intégrité **et de ses perspectives holistiques**, et reconnaissons que la mobilisation de ressources financières et leur utilisation efficace aux fins du développement sont la cheville ouvrière du partenariat mondial pour le développement durable et plus précisément pour la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous réaffirmons **également** l'importance de la liberté, de la paix et de la sécurité, du respect de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, de l'état de droit, de l'égalité entre les sexes et d'un engagement général en faveur de sociétés justes et démocratiques favorables au progrès, comme il est dit dans le Consensus de Monterrey. **À cet égard, nous exprimons les inquiétudes que nous inspirent les revers que la démocratie a subis récemment dans plusieurs pays. Nous réaffirmons que tout pays est responsable au premier chef de son propre développement économique et social et que l'on ne peut surestimer le rôle des politiques nationales, des ressources internes et des stratégies de développement. Or, les économies nationales sont maintenant inextricablement liées au système économique mondial et l'exploitation effective des débouchés commerciaux et des possibilités d'investissement peut, entre autres moyens, aider les pays à lutter contre la pauvreté. L'effort national de développement doit pouvoir s'appuyer sur une conjoncture économique internationale favorable mais qui préserve l'espace politique dont les pays en développement ont besoin.**

2 bis. Le climat dans lequel s'inscrit le financement du développement s'est amélioré ces six dernières années, en raison surtout de l'augmentation sensible de l'épargne intérieure des pays en développement, mais aussi à cause de l'expansion soutenue du commerce mondial, des flux de capitaux privés qui ont atteint des niveaux sans précédent, des envois de fonds plus abondants, de l'allègement de la charge de la dette, notamment celle des pays pauvres très endettés, et de la reprise de la tendance à la hausse de l'APD. Les effets sur le développement de ces circonstances sont renforcés par la volonté d'appliquer les principes de l'économie de marché, dont l'état de droit, le respect de la propriété privée, l'ouverture des échanges et des investissements, la concurrence commerciale et des systèmes financiers efficaces et correctement réglementés. Le respect de ces principes est indispensable à la croissance et à la prospérité économiques, a permis à des millions de pauvres de sortir de la misère et a sensiblement relevé le niveau de vie de l'ensemble de la population mondiale.

3. Nous reconnaissons que la conjoncture internationale a profondément évolué depuis notre réunion de Monterrey. S'il y a eu progrès dans certains domaines, les inégalités se sont aggravées. Nous nous félicitons de

¹ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7).

² *Ibid.*, chap. I, résolution 1, annexe.

l'augmentation substantielle des flux de capitaux publics et privés depuis 2002, qui a concouru à la croissance de la plupart des pays en développement et fait baisser le taux mondial de pauvreté. Nous n'en restons pas moins fort inquiets /, sur la toile de fond que constitue une économie mondiale de plus en plus mondialisée, / que la communauté internationale doit maintenant faire face au défi des graves effets /sur le développement dans /les pays en développement de multiples / crises mondiales / difficultés / liées entre elles et s'aggravant mutuellement, comme / la dégradation de la sécurité vivrière, la volatilité des cours de l'énergie / des produits de base, les changements climatiques et les prix mondiaux / de l'alimentation, de l'énergie / des produits de base, des changements climatiques et / d'une / crise mondiale / financière, ainsi que l'impasse des négociations commerciales multilatérales / et la / disparition de la confiance / dans certaines institutions internationales et dans le système économique international. Nous sommes déterminés à prendre immédiatement des mesures et des initiatives énergiques pour surmonter tous ces obstacles et difficultés / en réalisant un développement centré sur l'être humain / et à mettre au point des mesures importantes pour assurer l'application intégrale, effective et sans retard du Consensus de Monterrey.

3 alt. Nous reconnaissons que la conjoncture internationale a profondément évolué depuis notre réunion de Monterrey. Nous sommes fort inquiets que la communauté internationale doit maintenant faire face à de multiples difficultés, comme la crise financière, la dégradation de la sécurité vivrière, la volatilité des cours des produits de base et les conséquences des changements climatiques. Ces difficultés remettent très gravement en question les efforts déployés par les pays en développement pour améliorer les conditions de vie de leur population, c'est pourquoi il est indispensable d'œuvrer de concert au maintien de toutes les sources de financement du développement. Tout en prenant note des initiatives prises par la communauté internationale à ce jour, nous sommes résolus à prendre sans tarder des mesures décisives supplémentaires pour relever ces défis.

3 bis. Nous rappelons que l'égalité des sexes est un droit fondamental, une valeur fondamentale et une question de justice sociale; elle est indispensable à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté, à la préservation de l'environnement et à l'efficacité de l'aide. Nous réaffirmons qu'il faut intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement, y compris en ce qui concerne le financement des politiques de développement et les ressources qui y sont expressément consacrées. Nous nous engageons à redoubler d'efforts pour respecter nos engagements en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de la femme.

3 ter. Nous réaffirmons la déclaration politique sur « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des différents engagements, défis et perspectives »³, adoptée à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale, le 22 septembre 2008. Nous réaffirmons en outre notre engagement à fournir un appui renforcé pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique et relevons que l'élimination de la pauvreté, en particulier en Afrique, constitue le plus grand défi auquel fait face le monde aujourd'hui.

³ Résolution 63/1.

Nous soulignons combien il importe d'accélérer une croissance économique durable et généralisée, indispensable pour intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale. Nous réaffirmons l'engagement de tous les États à établir un mécanisme de contrôle pour vérifier la suite donnée à tous les engagements ayant trait au développement de l'Afrique, tels qu'énoncés dans la déclaration politique sur « les besoins de développement de l'Afrique ». Tous les engagements pris envers l'Afrique et par elle doivent effectivement être mis en œuvre et bénéficier d'un suivi adéquat de la communauté internationale et de l'Afrique elle-même. Nous soulignons qu'il faut de toute urgence répondre aux besoins particuliers de l'Afrique en s'appuyant sur un partenariat entre pays égaux.

3 quater. Nous saluons la décision de convoquer la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à un niveau élevé en 2011.

3 ter, et 3 quater alt. Nous réaffirmons en outre notre engagement à fournir un appui renforcé pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique et relevons que l'élimination de la pauvreté, en particulier en Afrique, constitue le plus grand défi auquel fait face le monde aujourd'hui. Nous soulignons combien il importe d'accélérer une croissance économique durable et généralisée, indispensable pour intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale. Nous saluons la décision de convoquer la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à un niveau élevé en 2011.

Mobiliser des ressources financières nationales au service du développement

4. Au cours des années qui ont suivi la Conférence de Monterrey, un certain nombre de pays en développement ont réalisé des progrès importants pour ce qui est de la mise en œuvre de politiques de développement concernant des domaines clefs de leurs cadres économiques, contribuant souvent à une mobilisation accrue des ressources nationales et à un niveau plus élevé de croissance économique. Nous continuerons de faire fond sur ces progrès en encourageant une croissance équitable et **largement partagée**, en éliminant la pauvreté, en nous attachant à réaliser un développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et écologiques et en créant les conditions favorables requises pour la mobilisation de ressources publiques et privées et le développement des investissements productifs. Il faut redoubler d'efforts pour appuyer la création et le maintien d'un environnement propice par des actions nationales et internationales appropriées.

5. Nous réaffirmons que la prise en main et la maîtrise des stratégies de développement par les pays et la bonne gouvernance sont des facteurs importants pour la mobilisation des ressources financières nationales et pour la promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable. Dans ce contexte, nous devrions tenir compte des caractéristiques et spécificités des différents pays. **Nous réaffirmons que la liberté, la paix et la sécurité, la stabilité intérieure, le respect des droits de l'homme, y compris le droit au développement, et de l'état de droit, l'égalité entre les sexes, des politiques fondées sur l'économie de marché et la volonté générale de créer des sociétés justes et démocratiques sont également nécessaires et synergiques.**

5 bis. Nous sommes conscients qu'un secteur privé dynamique et intégré, qui fonctionne bien et agit de manière responsable sur le plan social, est un instrument précieux pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Afin d'encourager son développement, nous nous efforcerons de promouvoir un environnement favorable qui facilite la création d'entreprises par tous les citoyens, y compris les femmes, les pauvres et les personnes vulnérables, ainsi que leur participation à la vie économique. La communauté internationale, les gouvernements et les groupements économiques régionaux devraient continuer d'épauler ces efforts.

***5 bis alt.* Dans nos pays respectifs, et dans le respect des législations nationales, nous continuerons de mettre en place les cadres législatifs et réglementaires qui encouragent l'initiative publique et privée, notamment à l'échelle locale, et qui assurent le bon fonctionnement et le dynamisme du secteur privé tout en favorisant l'accroissement des revenus et leur redistribution équitable, la hausse de la productivité, l'autonomisation des femmes, la protection des droits des travailleurs et la sauvegarde de l'environnement. Nous reconnaissons que le rôle revenant à l'État dans l'économie de marché peut varier d'un pays à un autre.**

6. Le développement humain reste une grande priorité et les ressources humaines sont le bien le plus précieux que les pays possèdent. La réalisation de l'objectif du plein-emploi productif et d'un travail décent pour tous⁴ est indispensable. Nous continuerons d'investir dans le capital humain grâce à des politiques sociales qui **privilégient l'intégration**, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, conformément aux stratégies nationales. Il est également important d'assurer la fourniture de services financiers et de services de crédit accessibles à tous. Ces dispositions ont commencé à porter leurs fruits, mais les **efforts doivent être intensifiés avec le soutien de la communauté internationale**. Nous soulignons la nécessité de promouvoir les industries locales et des industries auxiliaires diverses qui créent des emplois productifs et renforcent les communautés locales. Nous nous attacherons à mettre en place des régimes de sécurité sociale qui protègent plus particulièrement les personnes vulnérables.

6 bis. Si l'on veut progresser sur la voie des objectifs énoncés dans le Consensus de Monterrey, il faut adopter des politiques qui établissent un lien entre les considérations économiques et sociales pour réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays et pour s'assurer que les pauvres et les groupes vulnérables bénéficient de la croissance économique et du développement. Il est également nécessaire de prendre des mesures en vue d'associer les pauvres aux activités productives, d'investir dans le développement de leurs compétences professionnelles et de faciliter leur entrée sur le marché du travail. À cet égard, il convient de faire des efforts plus importants pour mobiliser davantage de ressources, comme il convient, de manière à assurer un accès universel aux infrastructures économiques et sociales de base et aux services sociaux, sans exclusive, et pour renforcer les capacités, en se souciant tout particulièrement des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées afin de renforcer leur protection sociale.

***6 ter.* Pour qu'il soit possible de tirer parti des avantages de la mondialisation tout en en minimisant les coûts, l'intégration des pays en développement dans**

⁴ Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable; voir la résolution 2007/2 du Conseil économique et social, entre autres.

l'économie mondiale doit être correctement planifiée et accompagnée d'une prise en main par les pays, compte tenu des considérations relatives à la marge d'action et des engagements internationaux et dans le contexte d'une conjoncture internationale favorable.

6 ter alt. **L'interdépendance accrue des économies nationales à l'heure de la mondialisation et la mise en place de systèmes réglementant les relations économiques internationales signifient que la marge d'action des pays dans le domaine économique, à savoir la portée des politiques intérieures, en particulier en matière de commerce, d'investissement et de développement industriel, est maintenant souvent délimitée par des règles et des engagements internationaux et par des considérations de marché au niveau mondial. C'est à chaque gouvernement d'arbitrer entre les avantages qu'il retirera de l'acceptation des règles et engagements internationaux et les contraintes qui limiteront sa marge d'action.**

7. Nous réaffirmons que les politiques macroéconomiques doivent avoir pour objectifs une croissance forte et durable de l'économie, le plein-emploi, l'élimination de la pauvreté et une stabilisation de l'inflation à un niveau bas et qu'elles doivent aussi viser à réduire autant que possible les déséquilibres internes et externes, afin que la croissance bénéficie à tous, et en particulier aux pauvres. Elles devraient en outre accorder un rang de priorité élevé à la prévention des fluctuations économiques brutales qui ont un effet néfaste sur la répartition des revenus et l'allocation des ressources. Dans ce contexte, il faudrait élargir les possibilités de mise en œuvre de politiques anticycliques appropriées pour préserver la stabilité économique et financière. **Les investissements publics, compte tenu de la viabilité des politiques budgétaires à moyen et à long terme, pourraient jouer un rôle de dynamisation et encourager un cycle vertueux d'investissements.**

8. Nous continuerons à procéder aux réformes financières et notamment fiscales qui sont essentielles pour renforcer les politiques macroéconomiques et mobiliser des ressources publiques nationales. Nous continuerons également à améliorer les processus budgétaires et **le contrôle parlementaire, s'il y a lieu**, et d'accroître la transparence de la gestion des finances publiques et la qualité des dépenses. Nous redoublerons d'efforts pour accroître les recettes fiscales en modernisant les systèmes fiscaux, en améliorant le recouvrement de l'impôt et en élargissant l'assiette et en luttant vigoureusement contre la fraude fiscale. Nous entreprendrons ces efforts dans le souci général de rendre les systèmes fiscaux plus **progressifs et plus favorables aux pauvres. Bien que chaque pays soit responsable de son système fiscal, il importe de soutenir les efforts entrepris au niveau national dans ces domaines en renforçant l'assistance technique et en intensifiant la coopération et la participation de la communauté internationale à l'examen des questions fiscales internationales, notamment en ce qui concerne l'élimination de la double imposition. Nous sommes partisans / nous envisagerons de renforcer le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies en le transformant en organe intergouvernemental des Nations Unies et en lui garantissant un financement adéquat./ en le transformant en organe intergouvernemental des Nations Unies à participation universelle./ Nous envisagerons d'améliorer les méthodes de travail du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies./ Nous envisagerons de renforcer le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies, notamment en assurant une représentation**

équilibrée des différentes catégories de pays grâce à un processus de sélection transparent, un mandat clairement défini, des méthodes de travail et un processus de prise des décisions transparent et une coordination plus étroite avec les institutions internationales compétentes telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques. Nous reconnaissons la nécessité de continuer à promouvoir la coopération internationale en matière fiscale, notamment en renforçant les mécanismes institutionnels lorsqu'il y a lieu. Nous appuyons l'appel lancé en faveur du renforcement de cette coopération sur la base des mesures qui ont déjà été prises.

8 *bis*. La mise en place d'un secteur financier solide ayant une large assise est essentielle à la mobilisation des ressources nationales et devrait être un élément important des stratégies nationales de développement. Nous nous emploierons à mettre en place des systèmes financiers diversifiés, bien réglementés et ouverts à tous qui favorisent l'épargne et la dirigent vers des projets viables générateurs de croissance. Nous continuerons à améliorer selon que de besoin les mécanismes de supervision et de réglementation afin de rendre le secteur financier plus transparent et plus responsable. Nous nous efforcerons d'accroître l'apport national de capitaux à long terme et de promouvoir le développement des marchés intérieurs de capitaux, notamment par le biais de banques de développement multilatérales, régionales, sous-régionales et nationales.

9. Pour parvenir à un développement équitable et promouvoir une économie dynamique, il est indispensable de disposer d'une infrastructure financière offrant toutes sortes de produits et de services viables aux micro, petites et moyennes entreprises et plus particulièrement aux femmes, aux populations rurales et aux pauvres. Nous veillerons à ce que la croissance profite à tous en renforçant les moyens d'action individuels et collectifs ainsi qu'en améliorant l'accès aux services financiers et au crédit. Nous reconnaissons que la microfinance, y compris le microcrédit, s'est révélée efficace pour créer des emplois indépendants productifs qui sont susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international et notamment des objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que certains progrès aient été réalisés, la demande de services de microfinance non satisfaite est très importante. Nous soulignons qu'il est nécessaire d'appuyer de façon appropriée et coordonnée les efforts déployés par les pays en développement, en particulier pour renforcer les capacités de leurs institutions de microfinance et notamment de microcrédit.

9 *bis*. **L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour assurer un développement réel et équitable et promouvoir une économie dynamique. Nous réaffirmerons notre engagement à éliminer toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, y compris sur les marchés de l'emploi et des services financiers et en ce qui concerne notamment la propriété des biens et les droits de propriété. Nous militerons pour les droits des femmes, y compris en termes d'émancipation économique, et les inscrirons concrètement dans la réforme des lois, les services d'aide à l'entreprise et les programmes économiques, et nous assurerons l'égalité d'accès des femmes aux ressources économiques. Nous nous engageons également à promouvoir et renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière d'administration publique non sexiste, y compris, mais pas uniquement, la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.**

10. [Proposition des facilitateurs : texte déplacé au paragraphe 8]

11. Là où elle se produit, la fuite des capitaux est un obstacle majeur à la mobilisation des ressources nationales requises pour le développement. Nous renforcerons l'action engagée aux niveaux national et multilatéral pour corriger les divers facteurs qui contribuent à ce problème. Il est essentiel de s'attaquer au problème des mouvements illégaux de capitaux, en particulier au blanchiment d'argent. Des mesures supplémentaires doivent être prises pour prévenir le transfert à l'étranger d'avoirs volés, faciliter le recouvrement des fonds et leur retour, en particulier dans leur pays d'origine, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption, et pour empêcher les mouvements de capitaux à des fins criminelles. **Il conviendrait notamment de soutenir l'initiative pour le recouvrement des avoirs volés (initiative STAR).** À cet égard, nous demandons à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'agir à titre prioritaire pour devenir parties à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et appelons à une coopération renforcée autour de ce même objectif.

12. La lutte permanente contre la corruption à tous les niveaux est une priorité. Les pays ont avancé d'un pas inégal sur ce front depuis 2002. La corruption touche aussi bien les pays développés que les pays en développement, et le secteur public comme le secteur privé. Nous sommes donc déterminés à prendre immédiatement des mesures énergiques pour poursuivre la lutte contre la corruption sous toutes ses formes dans le but de réduire les obstacles qui entravent la mobilisation et l'attribution efficaces des ressources et d'empêcher le détournement de ressources indispensables pour les activités de développement. Il faut pour ce faire des institutions solides à tous les niveaux et notamment des systèmes juridiques et judiciaires efficaces et plus transparents. Nous nous félicitons de l'engagement renforcé des États Membres qui ont déjà ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption⁵ ou y ont adhéré et demandons à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier cet instrument ou d'y adhérer. Nous demandons aussi à tous les États parties d'appliquer sans délai toutes les dispositions de la Convention **et de travailler ensemble à la création d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre.**

13. La résilience économique est un objectif important pour tous les pays, mais elle requiert des efforts constants et plus concertés de la part des petits pays et des pays vulnérables. Ces efforts nationaux doivent être étayés par un appui international pour le renforcement des capacités, notamment à travers une assistance technique et les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, sur la base des stratégies et des priorités nationales pour le développement. Les politiques de coopération pour le développement seront particulièrement attentives aux efforts et aux besoins des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. Il faudra de même porter une attention particulière et soutenue à l'accompagnement des efforts de reconstruction et de développement des pays qui se relèvent d'un conflit.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2347, n° 42146.

Mobiliser des ressources internationales au service du développement : investissements étrangers directs et autres flux financiers privés

14. Nous reconnaissons que les flux de capitaux internationaux privés, notamment les investissements étrangers directs, apportent un complément essentiel aux efforts nationaux et internationaux pour le développement. Nous nous félicitons de l'augmentation des flux de capitaux internationaux privés vers les pays en développement depuis la Conférence de Monterrey et de l'amélioration du climat économique qui l'a encouragée. Nous notons toutefois avec inquiétude que, dans un nombre non négligeable de pays en développement, les flux de capitaux internationaux privés n'ont pas augmenté. Nous chercherons à les stimuler pour soutenir le développement. Dans ce contexte, nous intensifierons l'action engagée aux niveaux national, bilatéral et multilatéral pour aider les pays en développement à surmonter les contraintes structurelles et autres qui limitent actuellement leur attractivité en tant que destination de capitaux privés et d'investissements étrangers directs. **Nous sommes conscients à cet égard de la nécessité d'aider plus particulièrement les pays qui ont moins bien réussi à attirer des capitaux / qui n'ont pas bénéficié de ces flux de capitaux / qui ont été particulièrement handicapés pour attirer des capitaux / qui ont attiré moins de capitaux, notamment un certain nombre de pays africains, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays sortant d'un conflit ou se relevant d'une catastrophe naturelle.** Les mesures envisagées pourraient inclure une assistance technique, financière et autre, la promotion et le renforcement des partenariats, notamment les partenariats public-privé, et les arrangements de coopération à tous les niveaux.

15. Nous redoublerons d'efforts pour mobiliser auprès de toutes les sources des investissements pour les ressources humaines, les transports, l'énergie, les communications, les technologies de l'information et autres infrastructures physiques, environnementales, institutionnelles et sociales propres à instaurer un climat favorable à l'activité économique, à augmenter la compétitivité et à stimuler le commerce dans les pays en développement et les pays en transition. Nous savons que les partenaires bilatéraux et multilatéraux doivent fournir une assistance technique et partager les pratiques optimales dans ces domaines. Les programmes, mécanismes et instruments à la disposition des organismes de développement multilatéraux et des donateurs bilatéraux peuvent être mis à contribution pour encourager l'investissement économique, notamment en contribuant à réduire une partie des risques que prennent les investisseurs privés dans certains secteurs essentiels des pays en développement et des pays en transition. L'aide publique au développement et d'autres mécanismes comme les garanties et les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la mobilisation des flux de capitaux privés. Les banques multilatérales de développement et les banques régionales devraient par ailleurs continuer d'explorer des modalités **novatrices** avec les pays en développement, y compris les **pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire** et les pays en transition, afin de faciliter le transfert de capitaux privés supplémentaires vers ces pays.

16. L'expérience montre qu'une conjoncture commerciale favorable est essentielle à la promotion des investissements privés, tant nationaux qu'étrangers. **Les pays doivent poursuivre leurs efforts afin d'instaurer un climat d'investissement à la fois transparent, stable et prévisible, associé à des mécanismes d'exécution des**

contrats et de protection des droits de propriété. / Nous continuerons de mettre en place une réglementation et une législation transparentes, appropriées et applicables aux niveaux national et international. / Les pays en développement peuvent tirer profit de leurs efforts de mise en application de textes réglementaires et législatifs transparents et efficaces du point de vue des affaires, responsables sur le plan social et environnemental, attentifs à la problématique hommes-femmes et applicables. Il conviendrait de promouvoir l'effort de relèvement du niveau de qualifications et de capacités techniques du personnel, d'améliorer le financement dont disposent les entreprises, de faciliter les consultations entre secteur public et secteur privé et de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises. Les traités bilatéraux d'investissement peuvent favoriser les flux d'investissements privés en améliorant la stabilité et la prévisibilité des régimes légaux aux yeux des investisseurs. **Nous n'ignorons rien des problèmes qu'engendrent les différences entre les divers traités relatifs aux investissements et nous demandons que soient instaurées des conditions optimales pour tous ceux qui participent à la négociation de ces instruments internationaux. Il est également important que ces traités, les conventions fiscales et les autres mesures fiscales de facilitation de l'investissement étranger tiennent compte de la coopération régionale et bilatérale, notamment au niveau régional, afin d'éviter des pratiques fiscales qui seraient préjudiciables. / À cet égard, il est important d'éviter toute pratique fiscale préjudiciable.** Nous reconnaissons l'importance que revêt le soutien apporté à la création de capacités dans les pays en développement, qui leur permet d'améliorer leurs compétences afin qu'ils puissent négocier des accords d'investissement mutuellement avantageux.

16 bis. Pour compléter les efforts entrepris au plan national, il faut que les institutions internationales et régionales compétentes, ainsi que les institutions intéressées des pays d'origine, augmentent le soutien qu'elles apportent à l'investissement étranger privé dans la création d'infrastructures et d'autres domaines prioritaires, notamment dans les projets visant à combler la fracture numérique dans les pays en développement et les pays en transition. Il est important à cette fin de prévoir des crédits à l'exportation, des mécanismes de cofinancement, des capitaux-risques et d'autres instruments de prêt, des garanties des risques, des moyens d'exercer un effet de levier avec les ressources de l'aide, des informations sur les possibilités d'investissement, des services de développement des entreprises, des espaces facilitant les relations d'affaires et de la coopération entre entreprises des pays développés et entreprises des pays en développement, ainsi que le financement des études de faisabilité. Les partenariats interentreprises sont un moyen puissant de transférer et de diffuser les technologies. Sur ce plan, il serait souhaitable de renforcer les institutions de financement et de développement multilatérales et régionales. Les pays d'origine pourraient prendre des mesures supplémentaires pour encourager et faciliter les flux d'investissement en direction des pays en développement.

17. Nous / reconnaissons que les effets sur le développement de l'investissement étranger direct devraient être portés à leur maximum / Nous nous efforcerons / il est important de porter à leur maximum les effets sur le développement de l'investissement étranger direct. / La qualité de l'investissement étranger direct est un grand facteur de multiplication des effets de développement de ces investissements. Nous sommes conscients du fait que le transfert de technologie et d'aptitudes commerciales est la grande voie par laquelle l'investissement étranger direct peut exercer des effets positifs sur le

développement. Nous **faciliterons** / renforcerons les efforts nationaux et internationaux visant à porter à leur maximum / les relations avec la production nationale, à améliorer les transferts de technologie et à créer des possibilités de formation pour la main-d'œuvre locale, y compris les jeunes et les femmes. **Nous nous efforcerons également de faire en sorte que les normes de protection des travailleurs et de l'environnement et la législation anticorruption soient respectées. Nous nous félicitons des efforts. / Nous prendrons des mesures pour promouvoir la responsabilité sociale et la bonne gouvernance des entreprises.** À cet égard, nous nous félicitons des travaux effectués au niveau national, **au niveau des entreprises** et à l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le cadre du Pacte mondial, **et de la promotion des normes de responsabilité sociale des entreprises convenues sur le plan international, comme la Déclaration tripartite de l'OIT. Nous appelons à prévoir, lorsqu'il y a lieu, dans les marchés publics, y compris ceux qui sont financés par l'APD, des clauses concernant la responsabilité sociale et l'environnement. De plus, nous demandons que soient créés des fonds d'investissement assumant leurs responsabilités sociales.** Nous sommes en faveur de mesures améliorant la transparence et la responsabilisation de toutes les sociétés. **Il faudrait aussi concevoir des mesures évitant la surexploitation des ressources naturelles. Nous ferons valoir les principes de la transparence et de la responsabilisation à l'égard du revenu des ressources naturelles en soutenant et en faisant appliquer l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive et les autres initiatives qui cherchent à améliorer la gouvernance et la transparence du secteur minier, par exemple le Processus de Kimberley et l'initiative pour la gouvernance, le commerce et l'application des lois dans le domaine des forêts, tout en améliorant la transparence et la traçabilité des revenus de toutes / les industries extractives, qu'elles soient nationales ou de propriété étrangère, en tenant compte s'il y a lieu de la mise en œuvre des initiatives intéressant l'industrie extractive.**

17 bis. Devant l'importance croissante des fonds souverains et le potentiel de financement à long terme qu'ils présentent pour l'économie mondiale et le développement, il conviendrait d'analyser et d'imiter les techniques de ces fonds qui sont propices au développement. Il faudrait donc encourager les efforts internationaux par lesquels on cherche à définir les bonnes pratiques en matière de gouvernance, de transparence et de responsabilisation. Les fonds souverains jouent un rôle positif pour les États qui les détiennent et dans le financement à long terme de l'économie mondiale et du développement. Il faudrait donc encourager les efforts internationaux qui visent à définir les bonnes pratiques en matière de gouvernance, de transparence et de responsabilisation des fonds souverains. À cet égard, le travail réalisé par l'OCDE sur les directives devant orienter la politique des pays bénéficiaires à l'égard des fonds souverains et sur les principes et pratiques du FMI généralement acceptés en matière de fonds souverains, devrait être soutenu.

ou

Les fonds souverains offrent un véritable potentiel de financement des investissements étrangers directs et des activités de développement. Nous nous félicitons des travaux du Groupe de travail international sur les fonds souverains et de l'OCDE qui visent à dégager les pratiques les plus recommandables en matière de gouvernance, de transparence, de responsabilisation des fonds souverains et des pays bénéficiaires.

18. [Texte renvoyé au paragraphe 17]

19. [Texte renvoyé au paragraphe 15]

20. Nous comprenons que la façon dont la situation économique d'un pays et ses perspectives sont perçues influe sur les courants de capitaux privés internationaux qu'il attire. La fourniture d'informations objectives et de grande qualité provenant de toutes sortes de sources, notamment d'organismes privés et publics, tels que des instituts nationaux de statistique, le FMI, la Banque mondiale, le système des Nations Unies, les conseillers en matière de placements et les agences d'informations financières, est capitale pour que les investisseurs potentiels, tant nationaux qu'étrangers, puissent prendre des décisions en toute connaissance de cause. Nous continuerons de renforcer les modalités permettant de fournir des informations plus objectives et fiables concernant la situation et les perspectives économiques des pays, notamment par un travail effectué par les pays eux-mêmes ainsi que par le biais du système des Nations Unies et des organismes multilatéraux compétents.

21. **Nous constatons que le flux des envois de fonds internationaux, notamment en direction des pays en développement, a rapidement augmenté au cours des dernières années et que ces opérations représentent une part croissante dans le volume des devises à la disposition des pays d'origine des travailleurs immigrés. Nous sommes conscients de la nature complexe et multidimensionnelle du lien qui unit migration, envois de fonds et développement. Tout en reconnaissant l'impact que ces envois ont sur le développement dans les pays bénéficiaires, nous soulignons qu'il demeure difficile de saisir tout le potentiel de ces opérations pour le développement et la croissance économique. Nous reconnaissons le caractère privé de ces envois, qui les différencie des autres flux de capitaux internationaux, y compris les investissements étrangers directs et l'APD. Nous renforcerons les mesures prises pour réduire les coûts de transaction des envois de fonds en renforçant la coopération entre les pays d'origine et les pays bénéficiaires. Nous encouragerons plus activement les mesures tendant à inciter les personnes effectuant des transferts de fonds à investir dans des activités axées sur le développement. Nous notons avec préoccupation que le volume des envois de fonds diminue sous l'effet de la crise financière internationale et de la récession économique en cours.**

ou

Les envois de fonds représentent aujourd'hui d'importantes ressources financières privées pour les ménages des pays d'origine des migrants. Ils ne peuvent être considérés comme un substitut aux investissements étrangers directs, à l'APD, à l'allégement de la dette ou autres sources publiques de financement du développement. Il s'agit généralement de salaires transférés aux familles, essentiellement pour répondre en partie aux besoins des ménages bénéficiaires. La manière dont ils sont utilisés et répartis relève d'un choix personnel. Une grande partie des revenus des migrants est dépensée dans les pays de destination et dynamise considérablement la demande intérieure de ces pays. À cet égard, nous renforcerons les mesures prises pour réduire les coûts de transaction des envois de fonds en renforçant également la coopération entre les pays d'origine et les pays bénéficiaires et en encourageant les investissements axés sur le développement.

Le commerce international, moteur du développement

22. Nous réaffirmons que le commerce international est un moteur de développement et de croissance économique soutenue. Nous réaffirmons également qu'un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable, ainsi qu'une véritable libéralisation des échanges, peuvent notablement stimuler le développement dans le monde entier et bénéficier à tous les pays, à tous les stades du développement. Nous trouvons encourageant que le commerce international connaisse un essor accéléré durant la décennie en cours, surtout dans le monde en développement. Le commerce entre pays en développement est désormais l'un des éléments les plus dynamiques des échanges mondiaux **et il recèle un potentiel de croissance supplémentaire considérable.** Pourtant, de nombreux pays en développement, en particulier parmi les moins avancés, sont restés en marge de cette évolution, d'où la nécessité de faire en sorte qu'ils aient la capacité voulue pour exploiter plus efficacement leur potentiel commercial au service de leur développement. Nous réaffirmons également notre attachement à une véritable libéralisation des échanges et notre volonté de faire en sorte que le commerce joue dûment son rôle d'élément favorable à la croissance économique, à l'emploi et au développement pour tous. Nous rappelons que nous avons souscrit dans le Consensus de Monterrey à la décision prise par l'Organisation mondiale du commerce d'inscrire les besoins et les intérêts des pays en développement au cœur de son programme de travail, et que nous nous sommes engagés à appliquer ses recommandations.

22 *bis*. Un système commercial multilatéral en bon état de marche peut profiter à tous et contribuer à renforcer l'intégration des pays en développement dans le système, à commencer par les pays les moins avancés. **Nous savons toutefois que, dans sa forme actuelle, ce système est déséquilibré et joue au détriment d'un certain nombre de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Le système commercial multilatéral en vigueur actuellement doit être réformé plus avant afin de servir davantage les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. La poursuite de la réforme du système / dans ce domaine / est particulièrement importante au moment où l'impact systémique de la crise financière systémique d'affecter / gravement / le commerce international. Nous réaffirmons / soulignons la nécessité de mettre en place des processus et des procédures ouverts, transparents, sans exclusives, démocratiques et rigoureux.** Nous insistons sur le fait que l'optimisation des bienfaits et la réduction du coût de la libéralisation des échanges mondiaux appellent des politiques cohérentes centrées sur le développement à tous les niveaux.

23 *alt*. **Malgré des efforts substantiels et quelques progrès, le cycle des négociations commerciales multilatérales de Doha n'a pas encore abouti. Nous savons que ce retard empêche le commerce de jouer dûment son rôle de moteur de la croissance et du développement. Nous nous félicitons des engagements souscrits dans la Déclaration du G-20 quant à l'importance du commerce et au refus du protectionnisme et du repli sur soi en période d'incertitude financière et, sur cette base, nous nous efforcerons de trouver cette année un accord sur des modalités propres à assurer l'heureuse conclusion du Programme de Doha pour le développement de l'Organisation mondiale du commerce, sur la base d'objectifs ambitieux et équilibrés.**

ou

23 alt. Nous notons avec une grande inquiétude la persistance d'un certain nombre de défis majeurs. Malgré des efforts conséquents, le cycle des négociations commerciales multilatérales de Doha est toujours dans l'impasse, ce qui risque de compromettre le potentiel d'expansion des exportations des pays en développement et d'empêcher le commerce de jouer dûment son rôle de moteur de la croissance et du développement. L'impact systémique de la crise financière va se répercuter sur les échanges mondiaux et entraîner une nouvelle aggravation de la situation. Nous soulignons que le cycle de négociations de Doha doit être mené à bien sans plus attendre et dans une optique de développement. Il importe à cet égard d'avancer dans les principaux domaines du Programme de développement de Doha, en particulier ceux que nous avons mentionnés au paragraphe 28 du Consensus de Monterrey, en prêtant une attention particulière au principe du traitement spécial et différencié et en reconnaissant l'espace qui est celui des pays en développement quant à leurs grands choix d'orientation. Nous demandons de nouveau que le cycle de Doha pour le développement soit mené à bien sans plus attendre sur la base d'une approche centrée sur le développement, qu'il aboutisse à des engagements d'ouverture des marchés, larges, ambitieux et porteurs de développement, et qu'il donne à tous les pays en développement de meilleures possibilités d'utiliser le commerce pour appuyer le développement. La souplesse et la volonté politiques sont essentielles en la matière.

23 bis. Nous réaffirmons que, pour enclencher le type de croissance économique, de développement et de **réduction / élimination** de la pauvreté promis quand nous avons lancé le cycle de Doha en 2001, puis dans le Consensus de Monterrey en 2002, dans la décision du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce le 1^{er} août 2004 et dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong en 2005, **il importe de réformer le système commercial international en profondeur. Cette réforme incombe au premier chef aux pays développés. / Tous les pays devraient contribuer dans la mesure de leur rôle et de leur participation à l'économie mondiale et prendre des engagements propres de générer de nouveaux flux commerciaux.**

24. [Paragraphe supprimé]

25. Nous reconnaissons que le rythme et l'échelonnement optimaux de la libéralisation des échanges dépendront de chaque situation nationale et que chaque pays devra se prononcer après avoir procédé à sa propre évaluation des coûts et des avantages. Cette libéralisation doit être complétée par l'adoption de mesures et de stratégies appropriées au niveau national pour accroître les capacités de production, mettre en valeur les ressources humaines, développer l'infrastructure de base, assimiler la technologie et mettre en place des dispositifs de protection sociale adéquats. **L'intérêt de la libéralisation pour les pays en développement dépendra également dans une large mesure de l'appui apporté par la communauté internationale aux mesures susmentionnées et des initiatives prises pour éviter les distorsions des échanges. / L'intérêt de la libéralisation pour les pays en développement dépendra également dans une large mesure de l'appui apporté par la communauté internationale aux mesures susmentionnées ainsi que des initiatives prises pour éviter les distorsions des échanges et notamment pour faire face à l'imprévisibilité de l'accès aux marchés, éliminer l'utilisation**

abusive des mesures antidumping, réduire les droits de douane et les barrières non tarifaires, et supprimer les subventions qui faussent les échanges.

26. Nous reconnaissons que les pays les moins avancés se heurtent à des problèmes particuliers pour s'intégrer de manière avantageuse au système commercial international. Nous sommes conscients du fait qu'ils doivent bénéficier de mesures spéciales et de l'appui de la communauté internationale pour pouvoir tirer pleinement parti du commerce mondial et s'adapter et s'intégrer avec profit à l'économie mondiale. À cet égard, nous demandons aux pays développés et aux pays en développement qui se disent en mesure de le faire, ainsi qu'aux institutions internationales de financement et de développement, de leur fournir une assistance. Nous **réaffirmons** la décision prise par l'OMC à sa Conférence ministérielle sur l'amélioration de l'accès aux marchés, tenue à Hong Kong en décembre 2005, et nous nous félicitons des mesures prises par certains pays, depuis Monterrey, pour atteindre l'objectif consistant à admettre en franchise et hors quota **tous les produits** des pays les moins avancés, comme indiqué dans cette décision. **Nous renouvelons l'appel lancé, conformément à l'engagement pris dans la Déclaration ministérielle de Doha, en faveur de l'adoption de nouvelles mesures pour leur assurer un accès effectif aux marchés, aux frontières ou ailleurs, notamment grâce à des règles d'origine simplifiées et transparentes afin de faciliter leurs exportations. / À cet égard, nous renouvelons l'appel lancé à tous les autres pays développés pour qu'ils fassent de même, notamment en veillant à ce que les règles d'origine applicables soient transparentes et simples et contribuent à faciliter les exportations des pays les moins avancés.** Nous encourageons en outre les pays en développement qui se disent en mesure de le faire, ainsi que les pays en transition, à contribuer à la réalisation de cet objectif de manière concrète. Nous redoublerons également d'efforts pour qu'une assistance technique soit fournie aux pays les moins avancés qui en font la demande, afin de leur permettre de participer plus efficacement au système commercial multilatéral, notamment par le biais du Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, et en les aidant à prendre véritablement part aux négociations commerciales internationales.

26 bis. Nous reconnaissons en outre que les pays en développement à faible revenu, de même que ceux dont l'économie est modeste ou vulnérable, rencontrent des difficultés particulières, notamment en raison de problèmes d'accès aux marchés et des contraintes qui pèsent sur l'offre, pour tirer pleinement parti du système commercial multilatéral, et nous demandons que l'on fasse bénéficier ces pays de mesures spéciales et d'une aide internationale pour leur permettre de développer plus rapidement leurs échanges et leurs capacités de production, lorsque cela est nécessaire. Par ailleurs, nous constatons que les pays à revenu intermédiaire continuent de se heurter à des problèmes de taille en matière de développement et que plusieurs d'entre eux ont besoin d'un appui et de mesures équitables pour pouvoir participer véritablement à l'économie mondiale.

27. L'Initiative d'aide au commerce est un volet important du dispositif destiné à aider les pays en développement à tirer parti des possibilités offertes par le système commercial international, les textes issus du cycle de Doha et les accords commerciaux régionaux. L'un des grands objectifs de l'Initiative devrait être d'améliorer les capacités commerciales et la compétitivité internationale tout en assurant son appropriation et son alignement sur la stratégie nationale de

développement de chaque pays en développement. L'Initiative d'aide au commerce **porte sur / devrait viser à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés dans /** les domaines suivants : politique commerciale et réglementation des échanges, développement du commerce, renforcement des capacités de production, infrastructure commerciale, mesures d'ajustement dans le domaine commercial et autres besoins liés au commerce. Elle complète mais ne remplace pas la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement ni les autres négociations commerciales. **Sa réussite est portée par un effort commun / partenariat entre pays donateurs et pays bénéficiaires.** Les engagements pris par les différents donateurs dans le cadre de l'Initiative devront être pleinement respectés, en temps voulu. Il importe en outre que les besoins et les priorités des pays bénéficiaires de l'Initiative soient pleinement intégrés et pris en compte dans leurs stratégies nationales de développement. Les institutions spécialisées des Nations Unies compétentes à cet égard devraient continuer d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités de production liées au commerce.

28. Une participation plus vaste et efficace des pays en développement au système commercial multilatéral, **à l'élaboration de règles commerciales internationales** et aux négociations de l'OMC concernant le Programme de Doha pour le développement sont les principaux objectifs qui ont été réaffirmés dans le Consensus de Monterrey. Nous constatons que des progrès ont été accomplis dans ce domaine depuis Monterrey, comme en témoigne le fait qu'un certain nombre de pays ont adhéré ou ont entamé des négociations en vue de leur adhésion à l'OMC ou ont réalisé des progrès dans ce sens au cours des six dernières années. **Nous nous emploierons / continuerons à nous employer / à faciliter l'adhésion des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, à l'Organisation mondiale du commerce et à éliminer les obstacles qu'ils rencontrent à cet égard, en respectant pleinement le principe de l'application d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement et aux pays en transition.**

29. Nous reconnaissons que l'intégration régionale ainsi que les accords bilatéraux de coopération économique et commerciale sont importants pour développer le commerce et l'investissement. Nous devrions continuer de veiller à ce que ces accords promeuvent le développement à long terme et les objectifs de l'OMC et complètent le système commercial multilatéral. Le soutien de la communauté internationale à la coopération dans le domaine du commerce et dans d'autres domaines connexes peut jouer un rôle de catalyseur dans le renforcement et la consolidation de l'intégration régionale et sous-régionale. **Nous nous efforcerons de renforcer les échanges Sud-Sud. / Nous nous efforcerons de renforcer les échanges Sud-Sud, en tenant compte du potentiel considérable et des possibilités croissantes qu'offrent en matière de commerce et d'investissement les pays en développement et les pays en transition, qui représentent une nouvelle source de financement du développement.** Nous soulignons qu'il importe d'accroître l'aide aux initiatives de coopération Sud-Sud dans les domaines liés au commerce, en particulier par le biais de la coopération triangulaire, conformément aux règles de l'OMC.

30. **Nous nous félicitons des travaux que mènent les institutions internationales pour aider les pays en développement à tirer parti de la libéralisation des échanges, en particulier l'ONU, l'OMC, la Banque mondiale, le FMI, et les banques régionales de développement, et nous les encourageons à**

poursuivre leurs efforts visant à promouvoir des échanges générateurs de croissance économique et de développement. Nous notons / saluons les résultats de la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui s'est tenue à Accra du 20 au 25 avril 2008. La CNUCED a un rôle important à jouer en tant qu'institution universelle ayant pour mandat de faciliter la recherche d'un consensus dans le cadre de l'examen intégré du commerce et du développement.

Renforcer la coopération financière et technique internationale au service du développement

30 ter. Nous reconnaissons que les crises financières et économiques actuelles ont des conséquences graves sur la capacité des pays en développement de mobiliser des ressources pour le développement. Nous soulignons l'importance que revêt l'APD par son pouvoir multiplicateur et le soutien qu'elle apporte au financement pour le développement dans les pays en développement, et notons avec une profonde préoccupation que l'objectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) établi pour l'APD n'a pas été atteint. À cet égard, nous rappelons les engagements que nous avons pris en ce qui concerne les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, et engageons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour en faciliter la réalisation.

31. Nous réaffirmons que l'APD joue un rôle vital en venant en complément d'autres sources de financement du développement, facilitant ainsi la réalisation des objectifs de développement, notamment les objectifs de développement convenus au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. Pour nombre des pays d'Afrique, des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, l'APD continue de constituer l'essentiel du financement extérieur qu'ils reçoivent. L'APD peut jouer un rôle de catalyseur car elle aide les pays en développement à éliminer les entraves à une croissance durable, non sélective et équitable, par exemple en renforçant l'infrastructure sociale, institutionnelle et physique, en promouvant l'investissement étranger direct, le commerce et l'innovation technologique, en favorisant l'égalité des sexes, en préservant l'environnement et en éliminant la pauvreté. **Nous réaffirmons également que le renforcement de la prise en main des processus de développement par les pays de même qu'une ferme volonté d'adopter des politiques bien conçues et d'obtenir des résultats en termes de développement sont essentiels pour permettre à l'APD de stimuler la croissance et le développement durable. Nous nous félicitons de voir que des progrès ont déjà été accomplis dans ce sens et que le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu récemment à Accra, s'est soldé par l'engagement ferme de redoubler d'efforts à cet égard.**

32. Nous trouvons encourageante la remontée de l'APD qui avait baissé avant la Conférence de Monterrey. En effet, on constate qu'en valeur réelle, l'APD a augmenté de 40 % entre 2001 et 2007, tout en notant qu'une grande partie des flux de l'aide après 2002 portait sur l'allègement de la dette et l'aide humanitaire. Mais il est inquiétant de voir que, globalement, elle s'est réduite en 2006 et 2007, en raison notamment du déclin de l'aide au titre de l'allègement de la

dette depuis son niveau record en 2005. **Or, les pays en développement commencent à être mieux à même d'absorber l'aide au développement à long terme car leur politique intérieure s'est améliorée.** Nous trouvons donc encourageant que certains / cinq pays donateurs aient atteint, voire dépassé, / **les objectifs en matière d'APD cités dans le Consensus de Monterrey / l'objectif de 0,7 % du RNB pour l'APD / et que d'autres pays aient établi un échéancier pour honorer leurs engagements de longue date : ainsi, l'Union européenne a consenti à affecter 0,56 % d'ici à 2010 et 0,7 % d'ici à 2015 de son RNB collectif à l'APD et à affecter au moins 50 % des augmentations de l'aide collective à l'Afrique, tout en respectant pleinement les priorités des différents États membres en matière d'aide au développement.** Nous nous félicitons de ce que les États-Unis aient plus que doublé le montant de leur APD, honorant ainsi amplement leur engagement d'accroître leur aide de plus de 60 milliards de dollars. Nous nous félicitons également de ce que, à Hokkaido (Japon), les dirigeants des pays du G-8 aient affirmé leur ferme détermination à s'efforcer d'honorer les engagements qu'ils avaient contractés à Gleneagles, notamment à augmenter par rapport à 2004, conjointement avec d'autres donateurs, l'APD versée à l'Afrique de 25 milliards de dollars par an d'ici à 2010. Nous encourageons les donateurs à mettre au point, d'ici à la fin de 2010, des échéanciers nationaux qui leur permettront d'accroître leur aide dans les limites de leurs crédits budgétaires respectifs afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en matière d'APD. La réalisation complète de ces objectifs permettra d'accroître fortement les ressources disponibles afin de faire progresser le programme international de développement.

32 bis. Nous notons avec préoccupation que les sorties nettes de capitaux des pays en développement en direction des pays développés restent importantes et, très souvent, dépassent de beaucoup leurs recettes au titre de l'APD. [Emplacement de ce paragraphe à déterminer]

33. La concrétisation de tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement est primordiale; ainsi, de nombreux pays développés se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur RNB à l'APD des pays en développement à l'horizon 2015 et à atteindre l'objectif minimum de 0,5 % du RNB d'ici à 2010, ainsi que 0,15 % à 0,20 % du RNB pour les pays les moins avancés. Pour respecter ces échéances, les pays donateurs devraient prendre toutes mesures utiles et appropriées propres à accélérer le décaissement des aides et d'honorer ainsi leurs engagements. / **Nous invitons les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à prendre sans attendre les mesures nécessaires pour atteindre l'objectif convenu, à savoir consacrer 0,7 % de leur RNB à l'APD des pays en développement, ainsi que l'objectif plus spécifique de 0,15 % à 0,20 % du RNB pour les pays les moins avancés d'ici à 2010.** Nous insistons sur le fait que les pays en développement doivent démontrer leur volonté de renforcer la gouvernance démocratique améliorée grâce des mesures de transparence et de responsabilisation, de gestion productive, de création d'un environnement propice à l'activité commerciale et à l'investissement privé. Nous encourageons vivement tous les donateurs à établir dès que possible des échéanciers pluriannuels montrant à titre indicatif comment ils comptent atteindre leurs objectifs. Nous tenons à souligner la nécessité de mobiliser des soutiens supplémentaires dans les pays développés en faveur des objectifs en question, notamment en lançant des campagnes de sensibilisation et en publiant des données

montrant l'efficacité de l'aide et les résultats tangibles obtenus. **Nous demandons également aux pays en développement qui sont en mesure de le faire de s'employer par des initiatives concrètes à augmenter en quantité et en efficacité leurs crédits d'aide à d'autres pays en développement, conformément aux principes de l'efficacité de l'aide. La crise financière et énergétique, l'envolée des prix des denrées, l'instabilité des marchés de l'énergie et la lutte contre les effets du changement climatique sont autant d'éléments qui nécessiteront un surcroît de ressources non négligeable et qui ont, en termes de développement, des implications profondes dont il faudra s'occuper.**

33 *bis*. Nous soulignons la nécessité de répondre aux besoins de développement des pays à faible revenu par des mesures **étouffées** d'assistance technique, financière et autres et en promouvant le renforcement des partenariats et des accords de coopération à tous les niveaux.

33 *ter*. Nous savons que les pays à revenu intermédiaire font des efforts considérables pour éliminer la pauvreté et qu'ils doivent être accompagnés et soutenus par le système des Nations Unies, les institutions financières internationales et tous les autres acteurs concernés dans cette tâche difficile afin que les progrès qu'ils ont accomplis jusqu'à présent soient irréversibles. Nous reconnaissons également que l'APD reste indispensable pour un certain nombre d'entre eux et qu'elle a un rôle à jouer dans des domaines précis, si l'on tient compte des besoins et des ressources nationales des pays concernés.

34. Nous nous félicitons de ce qui est fait pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'APD. Le Forum du Conseil économique et social pour la coopération en matière de développement ainsi que des initiatives récentes comme le forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide dont est issue la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide et, en 2008, le Programme d'action d'Accra sont autant de contributions importantes / allant dans ce sens / aux efforts **des pays qui y ont souscrit, avec l'adoption** notamment des principes fondamentaux que sont la maîtrise nationale, l'alignement, l'harmonisation et la gestion axée sur les résultats. **Nous souscrivons à tous les principes inscrits dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra et demandons à tous les acteurs du développement de les appliquer intégralement.** Il faut creuser le sillon de ces initiatives sur la base d'une participation plus ouverte et plus large, ce qui contribuera à renforcer l'initiative nationale, à rendre les aides plus efficaces et plus efficaces et à produire de meilleurs résultats. Nous encourageons également tous les partenaires de développement à améliorer la qualité de l'aide, à étoffer leur approche par programme, à utiliser les systèmes en place dans les pays pour des activités administrées par le secteur public, réduire les coûts de transaction et améliorer **la responsabilité mutuelle** et la transparence et, à cet égard, nous demandons à tous les **partenaires de développement / donateurs** de délier les aides **autant que faire se peut**. Nous rendrons l'aide plus prévisible en communiquant périodiquement et en temps voulu aux pays en développement des informations sur les appuis prévus à échéance moyenne. Nous constatons que les pays en développement s'efforcent de piloter plus fermement leur propre développement, les institutions et les mécanismes nationaux et d'acquérir la capacité voulue pour optimiser l'utilisation des aides **en se concertant avec les parlements et les citoyens dans le cadre de la formulation des politiques** et en approfondissant leur dialogue avec les organisations de la société civile. Nous devons toutefois avoir à l'esprit le fait qu'il n'y a pas de formule passe-partout qui

garantirait l'efficacité de l'aide. La situation particulière de chaque pays doit être étudiée de près.

35. Nous constatons que l'architecture de l'aide a beaucoup changé en 10 ans. De nouveaux donateurs, et des formes de partenariat inédites qui utilisent de nouvelles modalités de coopération ont contribué à augmenter le flux de ressources. De plus, la dynamique entre aide au développement, investissement privé, échanges et nouveaux acteurs du développement offre de nouvelles possibilités de faire jouer l'effet multiplicateur de l'aide pour mobiliser des flux de ressources privées. Nous réaffirmons le rôle central du Forum du Conseil économique et social pour la coopération en matière de développement, qui est l'entité privilégiée, dans le système des Nations Unies, pour examiner globalement la question de la coopération internationale pour le développement, avec la participation de toutes les parties concernées. Nous poursuivrons les efforts que nous déployons tant à l'ONU qu'en collaboration avec d'autres acteurs tels que le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour faire avancer le dialogue et la coopération entre des partenaires de développement de plus en plus diversifiés. Nous encourageons les nouveaux donateurs à se mobiliser et à gérer et évaluer leurs initiatives en matière de coopération internationale au développement. Tous les acteurs du développement devraient coopérer étroitement pour faire en sorte que le surcroît de ressources provenant de toutes les sources soit utilisé **dans un souci d'efficacité maximum / conformément aux principes de l'efficacité de l'aide**. À l'échelle des pays, nous renforcerons également la collaboration avec le secteur privé, les donateurs non officiels, les organisations régionales et les donateurs officiels.

36. **Avec la complexité croissante des flux de l'aide et un grand nombre de nouveaux donateurs, le suivi et l'évaluation de ces flux sont devenus plus difficiles. Il devient de plus en plus indispensable de définir des moyens plus méthodiques et universels de suivre les flux d'aide sous leurs différents aspects (volume, qualité et efficacité) en tenant dûment compte des dispositifs et des mécanismes d'examen collégial déjà en place. Nous invitons le Secrétaire général de l'ONU à se saisir de cette question, en coopération étroite avec la Banque mondiale, les banques régionales de développement, le CAD de l'OCDE et autres parties prenantes, et à présenter un rapport au Forum de la coopération en matière de développement pour examen. Nous invitons les organismes du système des Nations Unies, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les fonds mondiaux et les grandes fondations à travailler de concert pour communiquer plus largement sur l'aide publique et privée au développement.**

37. Nous appuyons la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire, qui fournissent des ressources supplémentaires indispensables à l'application de programmes de développement. Nous reconnaissons l'importance ainsi que l'histoire et la nature particulières de la coopération Sud-Sud et soulignons que celle-ci, **au même titre que la coopération Nord-Sud**, devrait être perçue comme une manifestation de solidarité et de coopération entre pays découlant d'expériences communes et d'objectifs partagés. Ces deux formes de coopération, **qui se fondent sur des principes et des conditions établies**, concourent à l'application d'un programme de développement qui répond aux attentes et aux besoins particuliers des pays en développement. Nous reconnaissons également que la coopération Sud-Sud vient compléter plutôt que remplacer la coopération Nord-Sud, **et appelons de**

nos vœux une plus grande harmonisation entre elles. Au fur et à mesure que les initiatives Sud-Sud représenteront une part plus importante des flux de ressources, il importera que les pays d'origine et les pays bénéficiaires participent pleinement à la coordination du développement aux échelons national et international. Nous saluons le rôle que jouent les pays en développement à revenu intermédiaire en tant que prestataires et bénéficiaires de la coopération pour le développement. En outre, la coopération régionale pourrait être renforcée car c'est un moyen efficace de mobiliser les ressources de développement, notamment en étoffant les institutions financières régionales dans l'intérêt des secteurs essentiels de l'économie des pays en développement.

38. Nous saluons les progrès considérables accomplis depuis la Conférence de Monterrey s'agissant des initiatives de financement volontaires innovantes. **Nous reconnaissons que plusieurs des initiatives du Groupe technique créé par l'Initiative mondiale d'action contre la faim et la pauvreté et du Groupe de promotion des taxes de solidarité pour le développement sont devenues réalité ou s'en rapprochent. Il s'agit notamment de la Facilité internationale de financement pour la vaccination; des mécanismes pilotes de garantie de marché et des taxes de solidarité sur les billets d'avion, qui financent des programmes de santé dans plusieurs pays en développement, y compris la Facilité internationale d'achat de médicaments (FIAM) pour combattre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme; et d'instruments axés sur le marché des émissions de carbone / et de mécanismes qui utilisent les recettes tirées de l'échange de droits d'émission pour financer le développement. Il convient également de citer la Millennium Challenge Corporation créée par le Gouvernement des États-Unis, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida, le Fonds Inde, Brésil et Afrique du Sud, le Fonds égyptien de coopération technique en faveur de l'Afrique et l'Initiative PetroCaribe.** Nous encourageons la mise en œuvre et la transposition à une plus grande échelle, selon les circonstances, d'initiatives de financement innovantes. Nous sommes conscients que ces fonds devraient compléter et non remplacer les sources de financement traditionnelles et qu'ils devraient être décaissés conformément aux priorités des pays en développement, sans créer un fardeau indu pour ces derniers. Nous invitons la communauté internationale à envisager de renforcer les initiatives en cours et à examiner de nouvelles propositions, tout en convenant de leur caractère volontaire et complémentaire. Nous prions le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de continuer d'étudier la question des sources innovantes de financement du développement **tant publiques que privées** et d'établir, d'ici à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, un rapport de synthèse **unique** sur les progrès accomplis, en tenant compte de toutes les initiatives existantes, **tout en prenant note de la proposition tendant à ce que les droits de tirage spéciaux soient utilisés pour le développement.**

38 *bis*. Nous réitérons notre volonté de rendre opérationnel le Fonds de solidarité mondial créé par l'Assemblée générale et invitons les pays qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires au Fonds. Nous rappelons également la création du Fonds de solidarité numérique et encourageons le versement de contributions volontaires aux fins de son financement, notamment au moyen d'éventuels mécanismes de financement innovants.

39. Nous soulignons l'importance du développement des capacités et du renforcement de la coopération technique, qui constituent des moyens essentiels

pour les pays en développement d'atteindre leurs objectifs de développement. À cet égard, nous réaffirmons l'importance que revêt la mise en valeur des ressources humaines, notamment la formation, l'échange de connaissances spécialisées, le transfert de connaissances et l'assistance technique pour le renforcement des capacités, qui consiste à améliorer les capacités institutionnelles, la gestion des projets et la planification des programmes.

39 bis. Nous soulignons combien il importe que les organismes des Nations Unies soient efficaces, bien gérés et dotés de ressources adéquates afin de pouvoir appuyer, par leurs activités opérationnelles, le renforcement des capacités pour le développement durable à long terme, tout spécialement dans les pays les moins avancés. Étant donné que le niveau de financement des activités de base affecte inévitablement l'aptitude du système des Nations Unies à accomplir son mandat, nous invitons les pays donateurs et les autres pays qui sont en mesure de le faire à accroître sensiblement leurs contributions volontaires aux budgets de base ou ordinaires des organismes de développement des Nations Unies, en particulier les fonds et programmes et les institutions spécialisées, et à verser leurs contributions selon un cycle pluriannuel et de manière durable et prévisible. Nous constatons également que les ressources autres que les ressources de base sont un complément important des ressources ordinaires grâce auxquelles les organismes de développement des Nations Unies financent leurs activités opérationnelles, dont elles augmentent le volume total, mais sommes conscients qu'elles ne peuvent se substituer aux ressources de base et que les contributions sans préaffectation sont indispensables à la cohérence et à l'harmonisation des activités opérationnelles de développement. Nous nous félicitons des efforts déployés pour améliorer l'efficacité, la cohérence et l'efficacité des organismes de développement des Nations Unies.

40. Les banques multilatérales de développement, y compris la Banque mondiale, les banques de développement régionales et infrarégionales et les autres institutions financières qui favorisent le développement, peuvent constituer une source essentielle de financement du développement. Elles fournissent des ressources stratégiques, y compris sous forme d'assistance technique, dans des domaines comme la création d'institutions et la promotion des pratiques exemplaires, notamment en matière de renforcement des capacités **et de bonne gouvernance**, et elles jouent un rôle important pour ce qui est de favoriser l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et d'appuyer l'intégration régionale et d'autres efforts de coopération. Elles sont également un lieu privilégié pour l'échange d'informations sur les pratiques exemplaires entre pays en développement. **Les sorties nettes de ressources étant aujourd'hui négatives dans nombre de ces institutions**, nous travaillerons avec ces dernières afin d'améliorer le financement qu'elles accordent aux pays en développement dans le cadre des mesures à prendre pour poursuivre la mise en œuvre du Consensus de Monterrey. Ces institutions devraient continuer de rechercher des moyens novateurs d'utiliser leurs fonds pour obtenir des financements supplémentaires en faveur du développement tout en préservant leur capital et en veillant à la viabilité de leurs activités.

40 bis. Nous allons prendre des mesures énergiques pour consacrer davantage de ressources à la lutte pour l'égalité des sexes.

Dettes extérieures

41. **Nous jugeons très encourageant que des progrès aient été réalisés sur la voie de l'amélioration des indicateurs de la dette des pays en développement dans leur ensemble depuis l'adoption du Consensus de Monterrey, bien que nous constatons que l'encours de la dette des pays en développement en tant que groupe continue d'augmenter, comme le ratio dette/produit intérieur brut (PIB) et le ratio service de la dette/exportations. / Nous jugeons très encourageant que de grands indicateurs clefs de viabilité de la dette se soient améliorés de manière sensible depuis Monterrey, bien que / alors que les pays bénéficiaires d'un allègement de la dette continuent d'accumuler de nouvelles dettes extérieures, / Nous jugeons très encourageant que, bien que l'encours de la dette des pays en développement en tant que groupe continue d'augmenter, tous les indicateurs clefs de viabilité de la dette se soient améliorés de manière sensible depuis Monterrey, mais il est indispensable de veiller à éviter la résurgence de dettes intenable⁶. bien que le montant total de leur dette extérieure ait continué d'augmenter.** Ont contribué à la réalisation de ces progrès le fait que plusieurs pays en développement aient remboursé leurs dettes, l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et le traitement d'Évian du Club de Paris ainsi que les efforts d'autres pays débiteurs et les initiatives en cours comme le Cadre de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). On estime que l'Initiative PPTE fournit au total 71 milliards de dollars aux 41 pays qui remplissent les conditions requises et que l'IADM devrait apporter 28 autres milliards de dollars⁷. **Les pays dont la dette a été allégée ont de nouveau accès aux marchés internationaux du crédit et leur endettement demeure, dans l'ensemble, dans les limites de la viabilité, bien qu'il faille prendre soin d'éviter la résurgence de dettes intenable.** Par ailleurs, les pays emprunteurs ont amélioré leurs programmes de gestion de la dette, et beaucoup ont constitué des réserves. Les initiatives d'allègement de la dette ont également aidé les pays bénéficiaires à trouver les ressources indispensables à l'atténuation de la pauvreté, dans le cadre d'efforts plus vastes visant à mobiliser des ressources financières au service du développement. **Nous reconnaissons que les crises financières et économiques mondiales actuelles risquent sérieusement de réduire à néant le fruit d'années d'efforts et d'annuler les progrès réalisés en ce qui concerne la dette des pays en développement. La situation exige des initiatives plus hardies et plus vastes pour résoudre les problèmes d'endettement actuels de ces pays de manière efficace et équitable. / pourrait inverser la tendance actuelle positive s'agissant des indicateurs de la dette et de l'amélioration de la viabilité du niveau d'endettement dans certains pays en développement et il faut s'efforcer de veiller à ce que cela ne se produise pas.**

41 *bis*. **Nous soulignons que la communauté internationale doit adopter une solution plus efficace, plus équitable, plus durable et davantage axée sur le développement face aux problèmes de la dette des pays en développement, en particulier l'Afrique et les pays les moins avancés, notamment en annulant cette dette sans discrimination ou conditions préalables d'aucune sorte et en**

⁶ [Ajouter une note de bas de page sur l'encours global de la dette.]

⁷ Les deux chiffres mentionnés représentent la valeur actuelle nette de fin 2007.

renforçant les flux financiers à des conditions favorables. Les initiatives d'allègement de la dette existantes devraient être revues, amplifiées et élargies, le cas échéant, afin de couvrir tous les pays en développement qui éprouvent encore des difficultés à résoudre le problème de leur dette extérieure / à parvenir à un niveau d'endettement viable. Nous soulignons qu'il importe de continuer à faire preuve de souplesse en ce qui concerne les conditions à remplir pour bénéficier d'un allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE et de l'IADM. Nous renouvelons l'appel de Monterrey en faveur du financement de l'allègement de la dette au moyen d'un apport de ressources supplémentaires.

41 *ter*. Nous soulignons que les pays qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un allègement de leur dette ne pourront tirer pleinement parti de cet allègement que si tous les créanciers assument une part équitable du fardeau, notamment en offrant un traitement comparable, dans la mesure du possible, aux pays débiteurs qui ont conclu avec leurs créanciers des accords d'allègement durable de leur dette. Tous les créanciers, publics ou privés, devraient participer aux mécanismes internationaux actuels de règlement de la dette de façon à garantir la viabilité de la dette des pays à faible revenu. Nous soulignons également que les initiatives et cadres actuels d'allègement de la dette devraient tenir compte des besoins des pays à faible revenu, le cas échéant, et convenons qu'il importe de trouver des solutions aux problèmes que pose leur dette extérieure afin de garantir la viabilité de leur niveau d'endettement.

41 *quater*. Nous soulignons que la responsabilité de parvenir à un niveau d'endettement viable, de s'y maintenir et de résoudre le problème de leur dette extérieure incombe principalement aux pays en développement à revenu intermédiaire. Tout en accueillant avec satisfaction la démarche d'Évian, nous insistons sur le fait qu'il importe que tous contribuent à la viabilité du niveau d'endettement des pays à revenu intermédiaire, notamment en améliorant la viabilité de la gestion de la dette de ces pays et en allégeant cette dette au moyen des mécanismes existants en matière d'allègement et de conversion à titre volontaire.

42. Nous reconnaissons que de grands problèmes se posent encore. Dans un certain nombre de pays en développement, le service de la dette représente un poste budgétaire important et n'est toujours pas viable. **Les mécanismes internationaux de règlement de la dette existants demeurent / sont pilotés par les créanciers, tout en tenant compte de la situation des pays débiteurs.** Il faut redoubler d'efforts, dans le cadre des mécanismes internationaux de règlement de la dette, pour garantir un traitement équivalent à tous les créanciers, **un traitement équitable des créanciers et des débiteurs / la prévisibilité juridique / pour faire en sorte que ces mécanismes soient dotés d'un cadre juridique. Ces mécanismes devraient tenir compte de la légitimité des créances existantes en fonction de la manière dont les prêts ont été consentis.** Nous sommes gravement préoccupés par le contentieux de plus en plus important lié aux fonds voutours. À cet égard, nous nous félicitons des mesures prises récemment pour prévenir des poursuites judiciaires agressives contre des pays qui remplissent les conditions requises pour figurer sur la liste des PPTE, notamment en améliorant les mécanismes de rachat de la dette et grâce à l'apport d'une assistance technique et d'un appui juridique, selon que de besoin, par les institutions de Bretton Woods et les banques multilatérales de développement. Nous demandons aux créanciers de ne pas vendre leurs créances sur

des PPTE à des créanciers qui ne participeraient pas de manière adéquate aux efforts d'allègement de la dette.

42 *bis*. Nous redoublerons d'efforts pour prévenir les crises d'endettement en améliorant les mécanismes financiers internationaux de prévention et de règlement des crises, en coopération avec le secteur privé et en recherchant des solutions transparentes et acceptables par tous. Ces mécanismes doivent être fondés sur des principes qui ont fait leurs preuves en nous aidant à régler de manière efficace de nombreux problèmes d'endettement. Il faut notamment veiller à ce que la responsabilité du règlement de la dette soit partagée par tous les débiteurs et tous les créanciers, aussi bien publics que privés; reconnaître que promouvoir le développement et revenir à un niveau d'endettement viable constituent les principaux objectifs du règlement de la dette; renforcer la transparence et la responsabilisation parmi toutes les parties; promouvoir des politiques responsables en matière de prêt et d'emprunt, **notamment en adhérant à des directives internationales comme le Cadre de viabilité de la dette des institutions de Bretton Woods et en respectant les exigences minimales en matière de libéralité formulées sur la base de l'analyse de la viabilité de la dette**; améliorer la gestion de la dette et la prise en main par les pays **des stratégies de gestion de la dette; faciliter le traitement équivalent de tous les créanciers.**

43. Nous reconnaissons que l'emprunt est devenu plus commercial que public et que la dette publique est désormais plus intérieure qu'extérieure, bien que pour la plupart des pays à faible revenu, le financement extérieur soit encore très largement public. Nous notons que le nombre de créanciers, publics comme privés, a considérablement augmenté. Nous soulignons qu'il est indispensable de se pencher sur les incidences de ces changements, notamment en améliorant la collecte et l'analyse des données. **Nous nous efforcerons également d'améliorer la coordination des créanciers de façons à réduire les risques de surendettement dans les pays emprunteurs conformément aux cadres internationaux applicables.**

43 *bis*. **Nous soulignons qu'il est indispensable que débiteurs et créanciers soient pleinement associés aux négociations de réaménagement de la dette et qu'il importe de respecter l'autonomie des débiteurs et de tenir compte de leurs politiques et stratégies nationales en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.**

44. L'apport d'une assistance technique visant à faciliter la gestion de la dette et le règlement des problèmes se rapportant à l'endettement peut revêtir une importance cruciale pour nombre de pays, en particulier les plus vulnérables. Nous réaffirmons qu'il importe que les pays débiteurs disposent de capacités adéquates lors des négociations relatives à la dette ou à son réaménagement et sachent gérer leur dette. À cet égard, nous continuerons d'apporter aux pays en développement l'assistance voulue, notamment technique, à leur demande, pour les aider à gérer leur dette, à la négocier et à en négocier le réaménagement, notamment pour ce qui est de faire face au contentieux de la dette extérieure, afin qu'ils parviennent à un niveau d'endettement viable et s'y maintiennent. Les institutions de Bretton Woods et d'autres organisations compétentes devraient continuer à jouer dans ce domaine un rôle important, le cas échéant, en fonction de leurs mandats respectifs. Assurer la viabilité à long terme de la dette est la responsabilité partagée des prêteurs et des

emprunteurs. **À cette fin, nous encourageons tous les créanciers et tous les débiteurs à utiliser le Cadre conjoint de viabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale.** Les emprunteurs doivent s'efforcer d'appliquer des politiques macroéconomiques et de gestion des finances publiques judicieuses, contribuant ainsi pour beaucoup à réduire les vulnérabilités nationales.

44 *bis*. Il faudrait accorder une attention particulière au maintien à l'examen des cadres de viabilité de la dette afin de renforcer l'efficacité du suivi et de l'analyse de la dette et envisager de remettre à plat les scénarios d'endettement en cas de chocs importants d'origine externe, notamment ceux entraînés par des catastrophes naturelles, par une grave détérioration des termes de l'échange ou par un conflit. Nous soulignons qu'il est indispensable de définir les indicateurs de la dette sur la base de données complètes, objectives et fiables; d'accroître la transparence de la formulation des scénarios d'endettement, laquelle doit donner lieu à une charge accrue d'informations et faire appel à des critères objectifs; de tenir suffisamment compte de la dette intérieure publique et privée; et d'atteindre les objectifs de développement. **Nous sommes convaincus que l'élargissement de l'accès aux marchés des biens et des services dont l'exportation présente un intérêt pour les pays débiteurs contribuerait sensiblement à accroître la viabilité de la dette de ces pays.**

44 *ter*. **Les cadres de viabilité de la dette devraient également tenir davantage compte / accorder davantage d'importance aux besoins des pays débiteurs en matière de développement, notamment aux avantages qu'ils retirent de certaines dépenses ou investissements dont les effets bénéfiques se font sentir à long terme dans le domaine économique et social. Étant donné qu'il est impératif de maintenir la viabilité des niveaux d'endettement et compte tenu de la nécessité de recourir à un financement extérieur pour réaliser les objectifs en matière de développement, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays à faible revenu exposés à des risques accrus de surendettement, les donateurs bilatéraux et les institutions financières multilatérales devraient s'efforcer de privilégier les dons et les prêts préférentiels comme modalités d'appui financier.**

45. [Paragraphe incorporé aux paragraphes 43 et 4]

46. Nous reconnaissons qu'il faut se pencher sur toutes les questions se rapportant aux problèmes de la dette extérieure, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, et nous envisagerons les moyens d'étudier de nouvelles formes de mécanismes de restructuration de la dette souveraine sur la base des cadres et principes existants, notamment le Club de Paris, en associant largement créanciers et débiteurs au processus et en veillant à ce que le fardeau soit réparti de manière comparable entre les créanciers, les institutions de Bretton Woods devant jouer un rôle important / central.

Questions systémiques : renforcement de la cohésion et de la cohérence des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux d'appui au développement

47. Quelques progrès ont été enregistrés depuis la Conférence de Monterrey au chapitre des questions systémiques, mais il reste encore beaucoup à faire, et la tâche

est particulièrement urgente en ces temps de crise financière. **Nous irons de l'avant, animés par la conviction partagée que l'économie de marché, la liberté du commerce, l'investissement et la régulation efficace des marchés financiers favorisent le dynamisme, l'innovation et l'entrepreneuriat indispensables à la croissance, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté. Des progrès étaient attendus après la Conférence de Monterrey, dans le cadre du mandat des institutions financières multilatérales, en particulier le Fonds monétaire international, qui devaient intensifier la surveillance de toutes les économies, en s'attachant surtout à détecter et prévenir les crises éventuelles et à renforcer les fondamentaux de la stabilité financière internationale, mais les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes / mais sans résultat. Ce facteur explique en partie la profonde crise financière qui gagne actuellement le monde et la faiblesse persistante du système financier international. La réforme de l'architecture financière internationale / dans un sens qui reflète mieux le poids des différents acteurs dans l'économie mondiale / demeure incomplète / dans un souci de transparence, de participation élargie et de poids renforcé des pays en développement et des pays en transition dans les prises de décisions internationales et l'établissement des normes / demeure incomplète. Nous nous engageons par conséquent à prendre en temps voulu les mesures qui s'imposent pour améliorer le fonctionnement du système économique et financier international et notons que le Sommet du 15 novembre 2008 consacré aux marchés financiers et à l'économie mondiale ainsi que la réunion-débat interactive de l'Assemblée générale ont abordé plusieurs des questions susmentionnées pour accompagner et soutenir les initiatives en faveur de la croissance mondiale et pour mieux appuyer le développement. Il est essentiel d'élargir la portée de cet effort et de mobiliser d'autres participations, tout en renforçant le leadership de l'ONU dans cette entreprise. C'est là un élément crucial pour la mise en œuvre intégrée du Consensus de Monterrey et pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux du Millénaire.**

47 *bis*. Nous sommes déterminés à renforcer la coordination entre le système des Nations Unies et les autres institutions multilatérales œuvrant dans le domaine des finances, du commerce et du développement afin de soutenir la croissance économique, l'élimination de la pauvreté et le développement durable au niveau mondial. La coopération entre l'ONU, les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce doit être renforcée, sur la base d'une bonne compréhension et du respect de leurs attributions **et de leurs structures administratives respectives.**

48. **[Paragraphe supprimé]**

49. Nous encourageons les ministères concernés, dans tous les pays, à travailler de manière mieux coordonnée et plus cohérente pour aider à la formulation et à la mise en œuvre effective des politiques à tous les niveaux. Nous encourageons également les institutions financières et les institutions de développement à poursuivre leur travail de mise en cohérence des politiques de développement en tenant compte de la diversité des besoins et de l'évolution des situations. **Elles doivent adapter leurs politiques en fonction des besoins des pays en développement, ce que doivent faire également les pays développés.** Nous demandons à tous les pays dont les politiques ont un impact sur les pays en développement de mieux accompagner les initiatives nationales de développement en s'efforçant davantage de formuler des

politiques conformes aux objectifs de croissance soutenue, d'élimination de la pauvreté et de développement durable des pays en développement.

50. La stabilité des marchés financiers internationaux exige des politiques macroéconomiques et financières rationnelles. Il est primordial que tous les pays, **notamment les grandes puissances économiques / les grands pays industrialisés**, gèrent leurs politiques macroéconomiques et financières de manière à contribuer à la stabilité et à la croissance économique mondiale **sans exclusive / soutenue ainsi qu'au développement durable**. Des institutions financières fortes et solides au niveau national et international sont des piliers indispensables au bon fonctionnement du système financier international. Les pays devraient continuer d'appliquer des politiques macroéconomiques saines et engager le cas échéant des réformes structurelles tout en renforçant leur système financier et leurs institutions économiques.

51. Les nouveaux instruments financiers très mondialisés continuent de changer la nature des risques qui pèsent sur l'économie mondiale, d'où la nécessité de continuer à renforcer les mécanismes de surveillance et de réglementation des marchés. Afin d'accroître la résistance du système financier international, nous procéderons à des réformes visant à renforcer selon que de besoin **les cadres de réglementation et de supervision, les marchés financiers et les régimes réglementaires**. Nous nous efforcerons d'améliorer les principales normes comptables afin de corriger leurs faiblesses et leurs insuffisances, en particulier celles mises en lumière par la crise financière actuelle. Les régulateurs nationaux devraient améliorer l'information et la transparence financières au plan interne. Nous veillerons à ce que les régulateurs nationaux de tous les pays continuent d'intensifier leur coopération afin de renforcer les normes financières internationales, **compte tenu des perspectives de développement**. Il faudrait dans le cadre de ces efforts envisager des règles concernant la communication rapide et appropriée d'informations sur les risques afin que les investisseurs puissent prendre leurs décisions sur de meilleures bases. Il est également nécessaire d'accroître la transparence des institutions financières. De meilleures pratiques de divulgation de l'information et une plus grande transparence devraient faciliter la lutte contre les flux de capitaux illicites.

52. [Paragraphe supprimé]

53. Nous **encourageons la poursuite des réformes entreprises par les institutions financières internationales, y compris les institutions de Bretton Woods** / réaffirmons que la réforme des institutions financières internationales, y compris les institutions de Bretton Woods, doit se poursuivre. Une fois réformées, les institutions financières multilatérales devraient disposer des capacités techniques, des facilités de crédit et des ressources financières voulues pour gérer et régler rapidement les crises financières d'une manière qui suscite et facilite la coopération internationale, dans le respect de leurs mandats respectifs. **Les institutions financières internationales / Le FMI** devraient continuer à encourager la coopération multilatérale nécessaire pour rétablir et garantir la stabilité monétaire et financière internationales et se tenir prêts à fournir rapidement des ressources suffisantes pour aider les pays à surmonter les crises. Le FMI, en collaboration avec un Forum de stabilité financière élargi et représentatif et d'autres organismes, devrait s'employer à mieux identifier les facteurs de vulnérabilité, prévoir les risques de tension et intervenir rapidement de manière à jouer un rôle déterminant

face aux crises. De même, la Banque mondiale peut aussi jouer un rôle important pour atténuer les difficultés auxquelles se heurtent les pays. Les institutions de Bretton Woods doivent continuer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, d'aider les pays en développement à faire face aux effets négatifs des chocs exogènes, tels que les fortes fluctuations des cours des principaux produits de base, par exemple au moyen de la Facilité réformée de protection contre les chocs exogènes de la Banque mondiale. Nous reconnaissons également la nécessité de maintenir à l'examen la question de l'attribution de droits de tirage spéciaux.

54. Les banques régionales de développement jouent un rôle essentiel en appuyant le développement économique et en contribuant aux efforts d'intégration régionale. Nous encourageons la poursuite de la coopération et de la coordination entre ces banques et d'autres institutions financières internationales lorsqu'il y a lieu. Nous devrions examiner le cas échéant le niveau des ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter de leurs tâches. D'autres cadres de coopération régionale, comme les arrangements financiers et monétaires qui complètent le système financier international, peuvent contribuer à encourager le développement et la stabilité financière de leurs membres et devraient être alignés sur les cadres multilatéraux, si nécessaire. Ces arrangements peuvent faciliter les flux financiers, réduire les coûts de transaction et aider à prévenir les crises financières et rendre leurs membres plus résistants.

55. Les agences de notation jouent également un rôle important dans la fourniture d'informations et notamment l'évaluation du risque lié aux entreprises et du risque souverain. Les informations qu'elles fournissent devraient s'appuyer sur des paramètres largement acceptés, clairement définis, objectifs et transparents. La crise financière en cours a mis en lumière des faiblesses **systemiques dans / suscité des préoccupations / suscité des questions concernant** / les normes comptables et la façon dont les agences de notation fonctionnent actuellement. Nous exercerons un contrôle strict sur ces agences, conformément au code international de conduite qui a été convenu et renforcé, et nous prendrons de nouvelles mesures pour accroître la transparence des marchés financiers et la convergence des normes comptables appliquées dans le monde.

56. Nous sommes conscients qu'il est nécessaire de répondre à la préoccupation fréquemment exprimée au sujet de l'ampleur de la représentation des pays en développement au sein des principaux organismes normatifs. C'est pourquoi nous accueillons avec satisfaction le projet d'élargissement de la composition du Forum de stabilité financière et nous encourageons les organes susmentionnés à revoir sans tarder leur composition tout en renforçant leur efficacité. Nous saluons le travail accompli par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et d'autres organismes normatifs pour élaborer des normes de haut niveau qui permettent de concilier les méthodes d'exécution qui varient d'un pays à l'autre, compte tenu de la diversité des systèmes financiers.

57. Nous soulignons que les institutions de Bretton Woods doivent être réformées en profondeur afin qu'elles puissent mieux refléter l'évolution des poids économiques respectifs dans l'économie mondiale et qu'elles puissent mieux répondre aux défis actuels et à venir. Nous réaffirmons qu'il est primordial de donner davantage voix au chapitre aux pays en développement et de leur assurer une participation accrue au sein des institutions de Bretton Woods, conformément à leurs mandats respectifs, pour accroître la légitimité et l'efficacité de ces institutions.

Nous nous **félicitons** des réformes que les institutions financières internationales ont déjà engagées dans le domaine de la gouvernance, notamment de l'accord concernant le récent examen des quotes-parts et la réforme de la représentation au sein du FMI et des initiatives connexes qui sont prises au sein de la Banque mondiale, et nous les encourageons à continuer d'agir dans ce sens.

58. Au vu de l'examen susmentionné et des événements récents, nous soulignons la nécessité de convoquer, sous l'égide de l'ONU, une grande conférence internationale qui examinerait l'architecture financière et monétaire internationale et les structures de gouvernance économique mondiale. Cette conférence se tiendrait au plus haut niveau et procéderait à un examen exhaustif des questions structurelles qui sont déterminantes pour la gouvernance économique et financière internationale. Nous en étudierons les modalités en 2009.

ou

58. Au vu de cet examen et des événements récents, nous soulignons la nécessité d'un débat international sur l'architecture financière et monétaire internationale et les structures de gouvernance économique mondiale afin d'assurer une gestion plus efficace et mieux coordonnée des problèmes planétaires. Ce débat, auquel la Banque mondiale, le FMI, l'ONU et l'Organisation mondiale du commerce devraient être associés et qui impliquerait également la participation des institutions financières régionales et d'autres organismes compétents, devrait s'inscrire dans le cadre des initiatives actuelles qui visent à améliorer la légitimité et l'efficacité des structures de gouvernance économique mondiale, y compris le Groupe des Vingt, et à les rendre moins sélectives.

ou

47 bis. Nous sommes déterminés à renforcer la coordination entre le système des Nations Unies et les autres institutions multilatérales œuvrant dans les domaines des finances, du commerce et du développement afin de soutenir la croissance économique, l'élimination de la pauvreté et le développement durable au niveau mondial. La coopération entre l'ONU, les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce doit être renforcée, sur la base d'une bonne compréhension et du respect de leurs attributions et de leurs structures administratives respectives. (Texte proposé par les États-Unis pour remplacer le paragraphe 58)

ou

58 alt. Nous félicitant des débats internationaux en cours sur les structures de gouvernance économique mondiale, nous reconnaissons qu'il est nécessaire de veiller à ce que tous les pays, y compris les pays à faible revenu, soient en mesure d'y participer de manière efficace. Nous invitons le Comité monétaire et financier international et le Comité du développement à prendre les dispositions voulues pour assurer une participation pleine et équitable aux débats sur la réforme.

Difficultés nouvelles et problèmes inédits

59. Nous nous engageons à revitaliser le partenariat mondial pour le développement afin qu'il puisse relever avec efficacité l'ensemble des défis auxquels le monde d'aujourd'hui fait face en matière de financement du développement. Nous sommes conscients que de multiples difficultés, mais aussi de nombreuses possibilités, sont apparues dans ce domaine depuis la Conférence de Monterrey : conséquences de la crise financière, coût supplémentaire de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation au phénomène, dégâts écologiques, volatilité des cours des denrées sur les marchés internationaux, **expansion de la coopération économique, notamment avec les pays à revenu moyen / rôle croissant de certains pays à revenu moyen dans les relations économiques internationales**, exigences croissantes de la reconstruction et du développement en sortie de conflit, **évolution de l'architecture de la coopération internationale**. Nous réaffirmons notre volonté d'engager au niveau mondial une action concertée dans tous ces domaines, sans cesser de favoriser le progrès économique et social de tous.

59 bis. Nous sommes vivement préoccupés par les conséquences qu'ont la crise financière actuelle et le ralentissement économique mondial pour les pays en développement qui cherchent à obtenir le financement qu'exigent leurs objectifs de développement. Les pays en développement et en transition risquent de régresser fortement sur la voie de ces objectifs, notamment ceux qui ont été convenus sur le plan international comme les OMD. Il faut absolument prendre rapidement de nouvelles mesures décisives pour contenir la crise et relancer la croissance économique. Dans une telle conjoncture, nous attirons l'attention de tous les donateurs sur la situation et les besoins des plus pauvres et des plus vulnérables. Nous les invitons instamment à honorer les promesses qu'ils ont faites en matière d'APD et nous en appelons à la communauté internationale, y compris la Banque mondiale et le FMI, pour qu'elle mette l'intégralité de ses ressources et de ses **compétences politiques, selon le cas, / et ses compétences politiques, selon le cas**, au service du développement des pays en développement et en transition, afin de renforcer leurs économies, de soutenir leur croissance et de protéger leurs populations les plus vulnérables des conséquences graves de la crise actuelle. **Dans ce contexte, il est également important que les pays en développement s'en tiennent à des politiques macroéconomiques saines qui favorisent la dynamique de la croissance et la lutte contre la pauvreté.**

60. La communauté internationale se soucie nettement plus des changements climatiques depuis qu'a été adopté le Consensus de Monterrey. Les réactions actuelles et celles que l'on peut envisager pour faire face à ce phénomène ont des incidences majeures sur le financement du développement et auront un coût substantiel pour tous les pays, c'est-à-dire qu'elles obligeront à mobiliser de nouvelles ressources **prévisibles**. Nous nous occuperons de ces conséquences de façon active et en temps opportun **sous le couvert de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto** et conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et selon les moyens de chacun. À cet égard, **fidèles au Plan d'action de Bali⁸, nous envisagerons d'améliorer à l'intention des pays en développement l'accès aux**

⁸ FCCC/CP/2007/6/Add.1.

ressources financières, aux soutiens financiers et techniques, de façon suffisante, prévisible et durable et à des ressources nouvelles ou complémentaires, notamment à un financement officiel à des conditions de faveur / nous sommes conscients de la nécessité de mobiliser des investissements et des flux financiers suffisants, prévisibles, durables, nouveaux et complémentaires, y compris auprès du secteur privé, du marché du carbone et du secteur public et par des mécanismes innovants, pour soutenir les mesures d'atténuation du phénomène adaptées aux particularités nationales des pays en développement, que permettent la technologie, le financement et la création de capacités, de façon mesurable, objectivable et vérifiable. Les efforts concertés de lutte contre les changements climatiques devraient viser à favoriser le commerce des produits écologiques et à ne pas perturber les échanges. / Nous demandons que le financement international de la lutte contre les changements climatiques soit sans exclusive, équitable et octroyé selon les principes et les mécanismes établis de l'aide au développement – par exemple ceux de l'appropriation des projets par les pays et de l'harmonisation avec les priorités et les systèmes nationaux. Nous invitons toutes les parties intéressées à s'entendre sur un plan mondial de lutte contre les changements climatiques à la quinzième Conférence des Parties à la Convention qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009. Nous demandons à tous les pays de prendre en compte les changements climatiques dans leurs politiques et leurs stratégies.

60 bis. Les États signataires du Protocole de Kyoto se félicitent du lancement du Fonds d'adaptation au sein de la structure de la Convention et attendent avec impatience qu'il entre en fonctions. **Nous réaffirmons le rôle du Fonds pour l'environnement mondial, l'un des grands instruments de la Convention, et insistons sur l'amélioration des mécanismes qu'il recouvre dans le sens de plus d'efficacité et d'efficience.** Nous insistons également sur l'importance du soutien financier et technique apporté par le secteur privé à l'effort d'adaptation et d'atténuation, compte tenu des besoins immédiats et urgents de tous les pays en développement, notamment ceux qui sont particulièrement exposés aux effets négatifs du phénomène. Il s'agit d'une question décisive pour les pays les moins avancés, les petits pays insulaires en développement et les pays africains touchés. **Nous soulignons que le financement devrait également viser à protéger la biodiversité et les services écologiques qui lui sont associés, à lutter contre la désertification et à gérer durablement les ressources hydrauliques et forestières.** Nous soulignons l'importance des activités communes de recherche-développement technologique et du transfert aux pays en développement de technologies sûres, d'un coût abordable, **durables** et écologiquement saines. Nous n'ignorons pas que les dégâts écologiques, y compris la dégradation de la biodiversité, la désertification et le déboisement, ont dans beaucoup de pays des effets négatifs sur les capacités de mobilisation de fonds aux fins du développement. **Nous renforcerons la coopération dans la mise au point de procédés énergétiques concourant à la satisfaction des besoins du développement et compatibles avec l'indispensable stabilisation du climat planétaire, conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées et selon les moyens de chacun.**

60 et 60 bis alt. Les inquiétudes de la communauté internationale face aux changements climatiques se sont nettement accrues depuis l'adoption du Consensus de Monterrey. Les efforts entrepris pour remédier à ces changements doivent l'être conformément au principe des responsabilités

communes mais différenciées et aux capacités de chacun, dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ces efforts se traduiront par d'importants besoins financiers supplémentaires, en particulier dans les pays en développement. Nous répondrons à ces besoins de façon rapide et déterminée. Cela est essentiel pour faire face aux besoins urgents et immédiats des pays en développement, en particulier de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, par exemple les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les autres pays touchés en Afrique. À cet égard, nous faciliterons l'accès à des ressources financières suffisantes, prévisibles et durables et à un appui financier et technique. Les États parties au Protocole de Kyoto se félicitent de la mise en place du Fonds d'adaptation au sein de la structure de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et comptent que le Fonds deviendra rapidement opérationnel et bénéficiera d'un appui sans réserve. Nous soulignons l'importance que revêtent le transfert de technologies sûres, abordables et écologiquement rationnelles aux pays en développement ainsi que les activités de recherche-développement communes et le renforcement des capacités.

60 alt. Les inquiétudes de la communauté internationale face aux changements climatiques se sont nettement accrues depuis l'adoption du Consensus de Monterrey. Les initiatives qui ont été lancées ou qui pourraient l'être pour réagir à ce phénomène sont lourdes de conséquences pour le développement et se traduiront par des coûts supplémentaires importants pour tous les pays, de sorte qu'il faudra mobiliser des ressources supplémentaires. Nous ferons face à ces conséquences de façon rapide et déterminée, dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de son Protocole de Kyoto et conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées. À cet égard, et conformément au Plan d'action de Bali⁸, nous reconnaissons la nécessité de mobiliser, notamment auprès des secteurs public et privé, sur le marché des droits d'émission de carbone et au moyen d'instruments novateurs, des investissements et des flux financiers prévisibles, durables, nouveaux, supplémentaires et suffisants pour soutenir l'adoption au niveau national par les pays en développement, grâce à des solutions technologiques, à des apports financiers et au renforcement des capacités, d'initiatives permettant d'atténuer les effets des changements climatiques d'une façon mesurable et vérifiable qui puisse donner lieu à la présentation de rapports. Nous lançons un appel pour que les financements destinés à faire face aux changements climatiques soient ouverts à tous et équitables et respectent les principes et les mécanismes existants en matière d'aide au développement, par exemple les principes de l'appropriation par les États et de l'alignement sur les priorités et systèmes nationaux. Nous engageons toutes les parties à se mettre d'accord sur un plan mondial d'ensemble contre les changements climatiques à la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009.

60 bis alt. Nous saluons la mise en place du Fonds d'adaptation au sein de la structure de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réaffirmons le rôle du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en tant qu'instrument central de la Convention. Nous invitons tous les

pays à tenir compte des changements climatiques dans leurs politiques et stratégies. Nous soulignons l'importance de l'aide financière internationale aux mesures d'adaptation et d'atténuation, eu égard aux besoins urgents et immédiats de tous les pays en développement et en particulier de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. Cette aide est vitale pour les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les autres pays touchés en Afrique. Nous soulignons que les financements destinés à faire face aux changements climatiques doivent également tenir compte de la protection de la diversité biologique et des services écosystémiques qui y sont associés, de la lutte contre la désertification, de la gestion durable des ressources en eau et des ressources forestières. Nous soulignons l'importance que revêtent les activités de recherche-développement communes ainsi que le transfert de technologies sûres, abordables et écologiquement rationnelles aux pays en développement, en fonction des besoins. Nous reconnaissons également que dans de nombreux pays, la dégradation de l'environnement et notamment la diminution de la diversité biologique, la désertification et la déforestation ont une incidence négative sur la capacité de mobiliser des ressources financières pour le développement.

61. Nous insistons également sur les problèmes exceptionnels que causent la volatilité des marchés internationaux des produits de base et en particulier celle des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Nous prenons note des initiatives prises récemment, et nous continuerons à mobiliser des ressources afin d'aider les pays en développement, particulièrement les pays les moins avancés, à assurer leur sécurité alimentaire et énergétique. En même temps, nous savons qu'il faut développer fortement et durablement la production alimentaire des pays en développement, en augmentant les investissements et la productivité du secteur agricole, notamment en ce qui concerne les petites exploitations, en favorisant l'aménagement des zones rurales et en accélérant la recherche agronomique. Il faut absolument éliminer les obstacles à la production de vivres, améliorer les systèmes de transformation et de distribution des produits et mettre en place des filets de sécurité bien ciblés en cas de crise alimentaire. Il importe aussi d'éliminer les **restrictions et interdictions portant sur les importations et les exportations, surtout en ce qui concerne l'aide humanitaire sous forme de produits alimentaires, ainsi que les subventions incompatibles avec les règles du commerce international**. Nous comprenons bien que les causes de l'insécurité alimentaire sont multiples et complexes, et que pour faire face à ses conséquences il faut que les gouvernements et la communauté internationale agissent à court, moyen et long terme de manière exhaustive et concertée. Aussi sommes-nous favorables à la création d'un partenariat mondial à caractère ouvert pour agir dans les domaines agricole et alimentaire. Nous saluons le travail effectué par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui a été créée par le Secrétaire général et que nous souhaitons voir poursuivre ses échanges avec les États Membres de l'ONU, les organisations concernées, le secteur privé et, tout particulièrement, les agriculteurs.

61 bis. Nous sommes préoccupés par les signes de vulnérabilité que donnent bien des **pays à revenu faible ou intermédiaire** face aux **effets nuisibles de la volatilité des prix du pétrole**. Nous renforcerons la coopération visant à mettre au point des **systèmes énergétiques susceptibles d'aider à répondre aux besoins liés au développement sans aller à l'encontre de la nécessité de stabiliser le climat**

mondial, conformément au principe selon lequel les responsabilités sont communes mais différentes, selon les capacités de chacun. Nous nous donnerons encore plus de mal pour accroître sensiblement la part des sources d'énergie renouvelables et le rendement de l'énergie utilisée et pour promouvoir les économies d'énergie. **Nous affirmons de nouveau que l'accès aux services de base en matière d'énergie et à une énergie propre et durablement exploitable est indispensable à l'éradication de l'extrême pauvreté et à la réalisation des objectifs de développement acceptés par la communauté internationale, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous prendrons aussi des mesures dans le sens de l'élimination des / pour éliminer les distorsions de l'offre sur les marchés internationaux des produits de base et de l'énergie.**

62. [Texte reporté au paragraphe 9 bis]

63. Nous saluons ce qui a été fait récemment pour faire connaître les problèmes particuliers auxquels se heurtent les pays à revenu intermédiaire dans les domaines du développement, de l'élimination de la pauvreté et des inégalités. Nous prenons note des conférences sur la coopération internationale avec ces pays tenues à Madrid en mars 2007, Sonsonate (El Salvador) en octobre 2007 et Windhoek en août 2008. Nous nous félicitons des effets favorables de l'intensification des relations économiques entre les pays en question, ainsi que des récentes initiatives prises par les institutions financières internationales pour améliorer les services qu'elles leur offrent.

63 bis. Il s'est formé un consensus, depuis la Conférence de Monterrey, sur le fait que les pays qui sortent d'un conflit ou qui sont **en situation précaire** tiennent une place importante dans les questions dont la communauté internationale entend s'occuper. Parmi les plus pauvres, nombreux sont ceux qui habitent des pays en situation d'après conflit, où l'insuffisance des infrastructures et la faiblesse des investissements les empêchent de bénéficier des services sociaux les plus élémentaires et pèsent sur la capacité de production de l'économie. Nous affirmons qu'il importe d'apporter, sans temps de transition, un concours aux activités de consolidation de la paix, y compris en ce qui concerne l'aide humanitaire, le redressement et l'édification d'une nation, ainsi qu'une aide en matière de gouvernance et d'amélioration des infrastructures sociales et économiques. Nous saluons l'action menée par la communauté internationale pour offrir aux pays en développement sortant d'un conflit une certaine souplesse en matière d'allègement et de réaménagement de la dette, et nous insistons sur la nécessité de poursuivre cette action afin d'aider ces pays, surtout ceux qui sont lourdement endettés et pauvres, à faire les premiers pas dans la reconstruction aux fins du développement économique et social, particulièrement au début de la période de redressement. Nous nous efforcerons encore davantage d'aider les pays à obtenir des financements aux fins de leur développement dans des situations d'après conflit. À cet égard, nous saluons le travail très utile accompli par la Commission de la consolidation de la paix des Nations Unies et le Fonds de consolidation de la paix, ainsi que les engagements définis dans le **Programme d'action d'Accra**⁹.

63 ter. **Nous observons que, depuis la Conférence de Monterrey, malgré la croissance économique, les inégalités se sont creusées, tant à l'intérieur des pays qu'entre pays; l'accroissement des inégalités menace la cohésion sociale et peut**

⁹ A/63/539, annexe.

causer des conflits. Nous demandons à tous les pays de s'attaquer au problème des inégalités afin de favoriser la viabilité d'une croissance qui profite à tous.

Rester engagés

64. Nous sommes décidés à rester pleinement engagés sur les plans national, régional et international de façon à assurer le suivi de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey avec l'efficacité voulue, en tenant compte du document final convenu au niveau intergouvernemental adopté à la conférence. Nous continuerons également de nous efforcer sans relâche de lancer des passerelles entre toutes les parties prenantes concernées dans le cadre de l'effort holistique de financement du développement. **Nous nous félicitons du rôle de pivot que joue l'ONU dans le processus de suivi du financement du développement. Il sera important qu'elle continue pour garantir la continuité et le dynamisme de notre processus. Nous réaffirmons qu'il est indispensable d'intensifier encore l'engagement de tous les intéressés, notamment le système des Nations Unies, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, dans le suivi et la mise en œuvre des engagements pris à Monterrey et renouvelés ici à Doha.**

64 bis. Nous reconnaissons qu'il est essentiel de maintenir un processus de suivi global et divers faisant appel à de nombreux intéressés, notamment la société civile et le secteur privé. Nous reconnaissons également que tous les participants ont la responsabilité fondamentale de s'approprier le processus de financement du développement et de mettre en œuvre leurs engagements respectifs. Il importe que le suivi soit entrepris de manière intégrée notamment grâce au maintien de l'engagement de tous les ministères compétents, en particulier les ministères du développement, des finances, du commerce et des affaires étrangères. Il est également important que les questions se rapportant au financement du développement soient abordées de manière intégrée dans les plans de développement nationaux pour que les pays prennent en main le financement de leur développement et mettent en œuvre des mesures en ce sens. La communauté internationale devrait continuer à s'appuyer sur les compétences, les données et les analyses disponibles dans de multiples enceintes, tout en renforçant l'échange d'informations et le dialogue entre les divers organismes qui suivent les progrès réalisés en matière de financement du développement, qu'ils appartiennent ou non au système des Nations Unies. Il reste beaucoup à faire pour améliorer la mise en commun des pratiques optimales.

65 alt. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de disposer d'une structure intergouvernementale renforcée et plus efficace chargée du suivi du financement du développement, qui examinerait l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, identifierait les obstacles, les défis et les problèmes nouveaux et proposerait des recommandations et mesures concrètes. Nous prions le Président de l'Assemblée générale d'organiser, au plus tard en mars 2009, des négociations intergouvernementales ouvertes, transparentes et sans exclusive en vue de mettre la dernière main aux modalités de ce mécanisme au cours de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

65 alt. Nous reconnaissons qu'il est indispensable d'encourager l'amélioration des mécanismes de suivi existants, en tenant compte des diverses propositions

mises en avant. Le suivi du Consensus de Monterrey devrait être inscrit à l'ordre du jour de la session de printemps du Conseil économique et social en 2009.

65 alt. Nous reconnaissons qu'il est indispensable de disposer d'un processus intergouvernemental plus efficace en matière de suivi du financement du développement, en tenant compte des diverses propositions mises en avant. Nous prions le Conseil économique et social d'examiner la question à sa session de fond de 2009, en vue de formuler en temps utile des recommandations appropriées qui seront soumises à l'Assemblée générale pour décision finale à sa soixante-quatrième session.

66. Nous examinerons la nécessité / Nous décidons / de tenir une conférence de suivi du financement du développement d'ici à / en 2013. Les modalités de cette conférence devront être fixées au plus tard en 2012.
